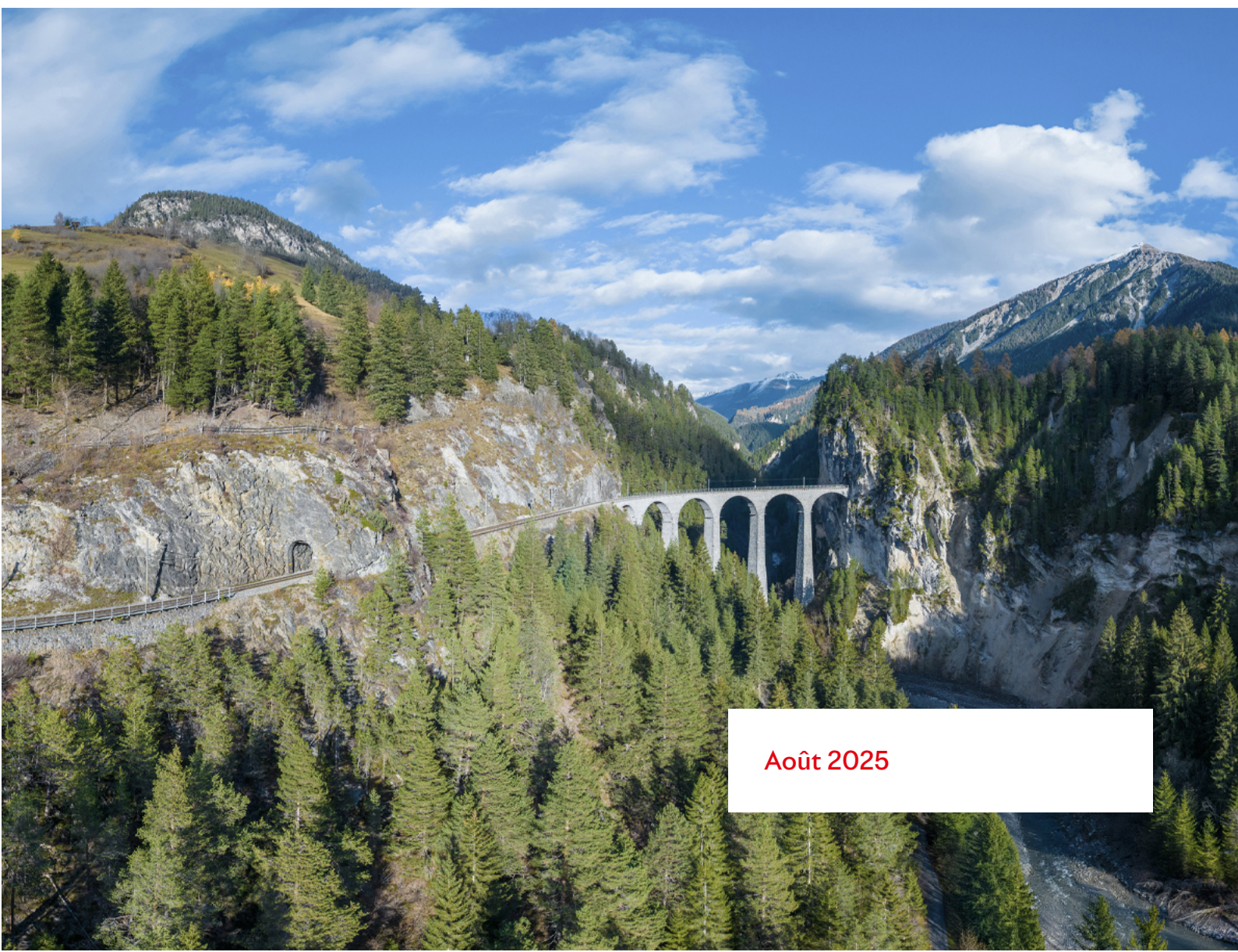


Baromètre bancaire 2025

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse



Août 2025

Table des matières

Executive Summary	3
1. Environnement politique et économique	8
Développements économiques	8
Stabilité financière	12
Réglementation	13
2. Résultat consolidé	14
2.1 Evolutions en 2024	15
2.2 Inflation faible, taux zéro, tensions commerciales et géopolitiques: trois éléments de contexte marquants pour la place bancaire en 2025	21
3. Opérations au bilan	22
3.1 Evolutions en 2024	23
3.2 Stabilité du total des bilans au premier semestre 2025	31
4. Gestion de fortune	32
4.1 Evolutions en 2024	33
4.2 Niveau toujours élevé des actifs sous gestion au premier semestre 2025	37
5. Emploi dans les banques en Suisse	38
5.1 Evolutions en 2024	38
5.2 Stabilité de l'emploi bancaire en Suisse	39
Bibliographie	43

Executive Summary

Partie I: le secteur bancaire suisse

La situation commerciale et géopolitique actuelle est volatile. Dans ce contexte, le paysage macroéconomique de la Suisse se caractérise par des perspectives de croissance modérées, une inflation revenue à zéro et un taux directeur lui aussi à zéro. La mise en œuvre rapide de Bâle III final rend le système financier plus résilient, mais impose des exigences accrues aux établissements et génère temporairement des handicaps concurrentiels.

Croissance économique modérée dans un environnement volatil

Après une année 2023 faible, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a ralenti en 2024 pour s'établir à 1,0 % et le PIB par habitant·e a encore légèrement régressé. La pression s'est maintenue sur les branches sensibles à la conjoncture et axées sur l'exportation, mais l'économie intérieure est restée stable. Sur un marché de l'emploi résistant, les effectifs bancaires ont continué d'augmenter. Pour 2025, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) prévoit une légère reprise de la croissance économique à 1,3 %, portée par une demande intérieure solide et par le repli récent du franc suisse – mais dans la situation actuelle, ces prévisions sont très incertaines.

Recul de l'inflation et retour aux taux zéro

La hausse des prix à la consommation a nettement ralenti en 2024 (1,1 %) et s'établissait en juin 2025 à 0,1 %. La pression inflationniste s'étant fortement relâchée, la Banque nationale suisse (BNS) a ramené son taux directeur à 0,5 % en décembre 2024, puis à 0,0 % le 19 juin 2025. L'écart par rapport aux grands espaces monétaires s'est donc à nouveau creusé: la Banque centrale européenne (BCE) a fixé son taux des opérations principales de refinancement à 2,15 % en juin 2025, la Federal Reserve américaine (Fed) a maintenu sa marge de fluctuation entre 4,25 % et 4,50 %. La faiblesse des taux d'intérêt en Suisse comprime les marges d'intérêts des banques, ce qui impacte directement leur résultat consolidé. Un retour aux taux négatifs n'est pas tout à fait à exclure.

Stabilité financière: tensions mondiales

Depuis l'automne 2024, les risques pesant sur la stabilité financière se sont accrus à travers le monde, en particulier aux Etats-Unis. Les fortes évaluations des actions et des emprunts d'entreprises, l'endettement croissant dans le secteur non-bancaire et la moindre liquidité des marchés d'emprunts d'Etat accroissent le risque de corrections brutales. La capacité de résistance et la capitalisation des banques en Suisse restent élevées selon la BNS, mais des mesures réglementaires d'ampleur en matière de fonds propres sont néanmoins à l'ordre du jour.

Réglementation: mise en œuvre de Bâle III final achevée, train de mesures «stabilité des banques» surchargé et peu proportionné

La Suisse a mis en œuvre dès janvier 2025 le dispositif final de Bâle III, un train de réformes essentiel en matière de fonds propres. Il en résulte des coûts substantiels liés à la fois à la mise en conformité initiale et au fonctionnement courant. Pour leur part, l'Union européenne (UE), la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont reporté tout ou partie de la mise en œuvre de Bâle III final, de sorte que la Suisse s'expose au moins temporairement à des handicaps concurrentiels.

La crise de Credit Suisse a donné lieu à des propositions politiques et réglementaires aussi nombreuses qu'ambitieuses visant à rendre la réglementation *too big to fail* plus efficace. Parmi les grands axes de ces propositions figurent par exemple le renforcement des exigences en matière de fonds propres, l'amélioration de l'approvisionnement en liquidités en cas de crise, l'introduction d'un régime de responsabilité (*senior managers regime*) ainsi qu'une extension des compétences de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Le Conseil fédéral entend appliquer beaucoup de ces mesures non pas seulement aux établissements d'importance systémique, mais à toutes les banques. L'Association suisse des banquiers (ASB) est favorable à un renforcement ciblé et mesuré de la stabilité du système, mais demande que la compétitivité et la proportionnalité soient dûment prises en compte dans le cadre de la mise en œuvre. Elle considère en outre que des ajustements substantiels restent à effectuer dans divers domaines.

Partie II: évolution consolidée des banques

L'année 2024 se caractérise par une évolution générale modérée des banques en Suisse. Par rapport à 2023, le résultat consolidé global s'est inscrit en recul de 3,5 % à CHF 69,8 milliards, en raison notamment de la baisse du résultat des opérations d'intérêts. Le bénéfice annuel de l'ensemble du secteur a suivi la même trajectoire, à CHF 17,7 milliards (-31,7 %).

Bénéfice annuel sous pression en raison de la baisse du résultat des opérations d'intérêts dans un contexte de taux bas

Le recul du résultat consolidé global des banques en Suisse est imputable au premier chef à une baisse du résultat des opérations d'intérêts, due principalement à une augmentation des coûts de refinancement et donc des charges d'intérêts. Courant 2024, la marge d'intérêts nette des banques à vocation nationale s'est resserrée de 8 % pour s'établir à 1,02 % en fin d'année. La baisse du résultat des opérations d'intérêts a été compensée par la hausse marquée du résultat des opérations de négoce (+38,4 %), favorisée notamment par un contexte boursier volatile en 2024. Le résultat des opérations de commissions et prestations de services s'est également inscrit en légère progression. Les banques boursières et les banques cantonales ont accru leur contribution au résultat consolidé global. En revanche, les grandes banques ont vu la leur se réduire et leur résultat consolidé a accusé le plus fort recul. Les glissements entre groupes de banques au détriment des grandes banques, déjà observés précédemment, se sont donc poursuivis en 2024 – de même que la tendance générale à une réduction du nombre de banques.

Au total, ces évolutions conjuguées ont abouti à un résultat consolidé global en recul de 3,5 % par rapport à l'année précédente. Le bénéfice annuel a suivi la même trajectoire et s'est établi à CHF 17,7 milliards (-31,7 %) en 2024. Ces évolutions s'expliquent en particulier par une baisse du résultat des opérations d'intérêts, consécutive à l'érosion des marges d'intérêts – celle-ci résultant de la faible rémunération des hypothèques et des crédits bancaires combinée à des coûts de refinancement accrus.

Niveau record pour les actifs sous gestion, les créances hypothécaires restent le principal poste de l'actif

En 2024, les actifs sous gestion en Suisse ont atteint un pic historique, ce qui montre une fois de plus combien la Suisse fait figure de refuge. Le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse a augmenté de 1,3 % pour s'établir à CHF 3 219,1 milliards. Du côté des actifs, les créances hypothécaires sont restées le principal poste, à 38,2 %, et elles ont enregistré une légère hausse. Les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux ont affiché pour leur part une progression nettement plus marquée, ce qui a largement contribué à l'évolution positive du total des bilans. Les liquidités, en revanche, ont décliné de 12,9 %, en raison sans doute de la restitution des excédents de liquidités par les grandes banques. Si les créances sur la clientèle ont légèrement diminué en 2024, les créances sur les banques ont augmenté, qu'il s'agisse de banques en Suisse ou à l'étranger. Cette évolution reflète celle des besoins de liquidités des banques dans un contexte de taux d'intérêt baissiers.

Hausse des dépôts de la clientèle, baisse des emprunts et lettres de gage

Du côté des passifs, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont augmenté – ils constituent plus de la moitié des passifs. Cette augmentation résulte d'une hausse des dépôts à vue (+2,4 %) conjuguée à une hausse des dépôts à terme (+4,8 %). La tendance haussière des dépôts à terme a donc persisté en 2024, malgré l'abaissement du taux directeur. Les engagements résultant des opérations de négoce ont augmenté de CHF 3,9 milliards (+13,8 %), tandis que le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» a diminué de CHF 62,2 milliards (-15,5 %) – en raison sans doute du remboursement anticipé par UBS d'emprunts émis par Credit Suisse, mais aussi de l'augmentation des primes de risque pour les lettres de gage. Les engagements envers les banques se sont inscrits en hausse de CHF 15,2 milliards (+3,9 %), ce qui s'explique principalement par l'augmentation des engagements envers les banques à l'étranger. Cette évolution a été impulsée en majeure partie par les banques Raiffeisen et les banques cantonales.

Effectifs toujours en hausse dans les banques en Suisse, prévisions optimistes

La situation de l'emploi au sein des 230 banques en Suisse est restée stable en 2024, avec une légère augmentation des effectifs. Fin 2024, sur les quelque 159 500 personnes (en équivalents plein temps) employées dans le domaine des services bancaires, 94 347 travaillaient dans un établissement bancaire, soit 1 048 de plus (+1,1 %) qu'une année auparavant. Le taux de chômage dans le secteur financier s'est inscrit en hausse en 2024, à 3,0 % – légèrement soit un peu au-dessus de la moyenne dans l'économie globale. Malgré les défis liés au contexte de taux d'intérêts baissiers, le secteur bancaire suisse est resté solide sur le front de l'emploi.

Au premier semestre 2025, selon l'enquête réalisée par l'ASB, l'emploi bancaire a reculé de 1,7 %, mais cette évolution est imputable exclusivement à une baisse des effectifs à l'étranger. En Suisse, les effectifs sont restés stables sur la même période. Selon le SECO, le taux de chômage dans le secteur financier a enregistré une baisse minime par rapport à fin 2024 et s'est établi à 2,9 %. Les établissements membres de l'ASB ayant répondu à l'enquête se montrent optimistes quant à l'évolution de l'emploi d'ici la fin de l'année. Alors que 4,0 % seulement des banques interrogées prévoient des suppressions de postes, 96,0 % d'entre elles tablent sur un niveau d'emploi stable voire en hausse.

Graphique 1

Structure du secteur bancaire suisse, fin 2024

Groupe de banques	2023	2024
Banques cantonales	24	24
Grandes banques	4	2
Banques régionales et caisses d'épargne	58	58
Banques Raiffeisen	1	1
Banques étrangères	89	85
Banquiers privés	5	5
Banques boursières	40	40
Autres banques	15	15
Total	236	230

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Croissance modérée et stabilisation au premier semestre 2025

L'évolution économique est restée modérément positive au premier semestre 2025. Le Swiss Banking Outlook prévoit une croissance du PIB de 1,2 % sur l'ensemble de l'année. L'inflation est toujours faible et la BNS a ramené son taux directeur à 0 %. Le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est établi à CHF 3 323,3 milliards, soit à un niveau stable (–0,2 %). Si les créances hypothécaires, les placements financiers et les liquidités ont augmenté, les autres postes de l'actif ont légèrement diminué. Les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux ont accusé quant à eux un recul marqué, inversant ainsi la tendance fortement haussière de 2024. Les actifs sous gestion affichent toujours un niveau très élevé, à CHF 9 240 milliards, malgré un léger recul (–0,6 %) imputable principalement à la baisse des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (–4,9 %) et des engagements fiduciaires (–7,7 %). En parallèle, les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s ont augmenté de 0,2 %, d'où la variation globalement faible des actifs sous gestion. La persistance d'un volume très important d'actifs sous gestion montre que la confiance dans la place bancaire suisse est intacte.

Graphique 2

Chiffres clés du secteur bancaire

	2023	2024	Variation par rapport à 2023
Nombre d'établissements	236	230	-6
Effectifs (en équivalents plein temps, en Suisse)	93 299	94 347	1
<i>en milliards de CHF</i>			
Résultat consolidé	72	70	-4
Résultat des opérations d'intérêts	24	21	-14
Résultat des opérations de commissions et prestations de services	22	22	3
Résultat des opérations de négoce	11	15	38
Autres résultats ordinaires	15	11	-27
Bénéfice brut généré par l'activité	27	24	-12
Impôts sur le revenu et le bénéfice	3	3	-22
Résultat sur la période (bénéfice annuel, perte annuelle)	26	18	-32
Bénéfices annuels	30	22	-28
Pertes annuelles	5	4	-6
Total des bilans	3 177	3 219	1
Encours de crédit	1 362	1 393	2
Actifs sous gestion en Suisse	8 392	9 284	11
Actifs sous gestion transfrontalière pour le compte de clients privés	2 206	2 427	10

Nota: les actifs en monnaies étrangères ont été convertis en francs suisses aux taux de change applicables en fin d'année 2024.

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse, Boston Consulting Group

La date de clôture de la rédaction du Baromètre bancaire 2025 fixée au 15 août 2025.

1. Environnement politique et économique

Développements économiques

L'économie suisse a enregistré une croissance modérée en 2024, tandis que le marché de l'emploi est resté stable et que l'inflation a nettement reculé. Cela a amené la BNS à assouplir sa politique monétaire. Sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB devrait s'inscrire en légère hausse par rapport à 2024 mais, compte tenu des tensions actuelles, cette prévision comporte une part accrue d'incertitude.

L'évolution économique de la Suisse a été modérée en 2024: la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) s'est établie à 1,0 % contre 1,2 % en 2023, confirmant ainsi son ralentissement.¹ Comme l'année précédente, le développement des branches sensibles à la conjoncture et axées sur l'exportation, en particulier, a été inférieur à la moyenne. Le secteur des services a évolué quant à lui de manière hétérogène. Malgré une conjoncture intérieure stable, les services financiers se sont inscrits en recul pour la troisième année consécutive, en raison principalement d'une évolution négative des opérations de commissions. Le PIB par habitant-e a légèrement régressé (-0,2 %) pour la deuxième fois d'affilée, alors qu'en tendance longue il progressait d'environ 1,0 % par an. En revanche, le marché suisse de l'emploi est resté remarquablement robuste en 2024, même si les préavis de réduction de l'horaire de travail ont augmenté. La plupart des indicateurs avancés (PMI emploi, baromètre KOF) sont proches de leurs valeurs neutres à long terme, on table donc toujours pour 2025 sur une croissance modérée de l'emploi. Les entreprises axées sur l'exportation sont toutefois exposées à des risques accrus en raison de la faiblesse de la demande européenne, des droits de douane potentiels, des conflits géopolitiques et de la possibilité d'une nouvelle appréciation du franc suisse.²

Pour 2025, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) anticipe globalement une croissance du PIB de 1,3 %, en hausse par rapport à 2024. Cette prévision s'explique par le léger repli récent du franc suisse, qui est favorable à l'économie suisse exportatrice, ainsi que par la croissance dans les branches résistantes à la conjoncture et par la stabilité de la demande intérieure.³ Les médiocres perspectives conjoncturelles concernant l'Europe rendent toutefois improbable une croissance plus forte en Suisse. La situation commerciale et géopolitique actuelle étant très volatile, les prévisions sont entourées d'une grande incertitude.⁴

¹ SECO (2025). Tendances conjoncturelles [été 2025](#), prévisions conjoncturelles (en allemand uniquement). Le Baromètre bancaire 2024 faisait état d'une croissance réelle du PIB de 1,3 % en 2023. Ce léger écart de 0,1 point de pourcentage résulte de la «révision annuelle des CN» (cf. SECO (2024). Tendances conjoncturelles [automne 2024](#), encadré). La révision de la croissance du PIB pour 2023 se situe dans le bas de la fourchette habituelle des révisions (moyenne pluriannuelle: ± 0,25 point de pourcentage). L'écart résulte pour l'essentiel de la correction des événements sportifs (le chiffre d'affaires des organisations de football et de sports d'hiver en 2023 a été inférieur aux estimations précédentes). Côté production, certaines branches industrielles (hors chimie-pharmacie) ont également enregistré des chiffres d'affaires en baisse, tandis que côté dépenses, l'augmentation des budgets cantonaux et communaux ainsi que des investissements dans la recherche et le développement ont apporté une contribution positive.

² SECO (2025). Tendances conjoncturelles [printemps 2025](#), marché du travail.

³ SECO (2025). Tendances conjoncturelles [été 2025](#), prévisions conjoncturelles (en allemand uniquement).

⁴ BNS (2025). [Examen du 20 mars 2025 de la situation économique et monétaire](#).

Les anticipations ci-dessus ne valent donc qu'en l'absence d'une nouvelle escalade du conflit commercial international.⁵

En 2024, la hausse des prix à la consommation s'est établie en moyenne à 1,1 %, soit nettement en-deçà des 2,1 % et 2,8 % observés respectivement en 2023 et 2022.⁶ Le renchérissement des biens produits en Suisse a ralenti en cours d'année, les prix des biens importés ont baissé. L'inflation ne devrait donc pas repartir à la hausse en 2025, elle a même enregistré un recul aussi net que surprenant sur les trois premiers mois de l'année, à 0,0 %, en raison principalement de la baisse des prix du pétrole et de l'appréciation du franc suisse.⁷ La Banque nationale suisse (BNS) a réagi avec fermeté à l'accalmie sur le front des prix: afin de contrecarrer le relâchement de la pression inflationniste, elle a divisé son taux directeur par deux pour le ramener à 0,5 %, avant de l'abaisser à 0 % en milieu d'année 2025.⁸ En parallèle, le rendement des obligations de la Confédération à dix ans est passé d'environ 0,8 % (janvier 2024) à environ 0,3 % (décembre 2024) et, sauf un bref rebond sur les premiers mois de 2025 (mars 2025), il s'est stabilisé à ce niveau.⁹

Le taux directeur suisse reste nettement en-deçà du niveau observé dans d'autres grands espaces monétaires, même si la Banque centrale européenne (BCE) a elle aussi réduit sensiblement son taux directeur: le taux des opérations principales de refinancement est passé de 4,5 % en janvier 2024 à 3,15 % en décembre 2024, puis à 2,15 % en juin 2025.¹⁰ La BCE entend ainsi stabiliser le taux d'inflation autour de son objectif de 2,0 % à moyen terme tout en préservant la demande intérieure dans la zone euro, laquelle pâtit du ralentissement de la progression des salaires ainsi que des fortes incertitudes actuelles. Les portefeuilles obligataires de la BCE devraient baisser d'environ 500 milliards d'euros en 2025 car, dans le cadre de ses principaux programmes d'achat, l'Eurosystème ne réinvestit plus les remboursements des titres arrivant à échéance. Cela retire des liquidités du marché financier, relève légèrement les rendements à long terme en euros et a déjà fait augmenter les taux de prise en pension.¹¹ Quant à la Fed américaine, elle se contente de mesures plus prudentes et, depuis fin 2024, elle maintient son taux directeur dans une fourchette de 4,25 à 4,5 % (état: [juin 2025](#)), bien qu'elle reste attachée à son objectif d'inflation de 2,0 %. Cette approche est motivée par la persistance d'une solide croissance économique, assortie d'un faible taux de chômage. La Fed souhaite réduire encore ses portefeuilles d'emprunts d'Etat ainsi que de titres garantis par des organismes gouvernementaux (*agency debt*) ou adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux (*agency mortgage-backed securities*).¹²

⁵ SECO (2025). Tendances conjoncturelles [été 2025](#), prévisions conjoncturelles (en allemand uniquement). Afin de tenir compte des nouvelles incertitudes, le SECO a développé deux scénarios supplémentaires. Dans le scénario négatif, une «combinaison d'évolutions défavorables», dont une augmentation des droits de douane américains assortie de mesures de rétorsion, ramène la croissance du PIB à seulement 0,8 % en 2025. Dans le scénario positif, une détente sur le front commercial et une reprise conjoncturelle mondiale permettent d'espérer une croissance du PIB à hauteur de 1,7 %.

⁶ OFS (2025). [Indice suisse des prix à la consommation](#).

⁷ SECO (2025). Tendances conjoncturelles [printemps 2025](#) et [été 2025](#) (en allemand uniquement), prix.

⁸ BNS (2024, 2025). Examens du [12 décembre 2024](#) et du [19 juin 2025](#) de la situation économique et monétaire.

⁹ BNS (2025). [Rendements d'obligations – Mois](#).

¹⁰ BCE (2024, 2025). Décisions de politique monétaire du [25 janvier 2024](#), du [12 décembre 2024](#) et du [5 juin 2025](#).

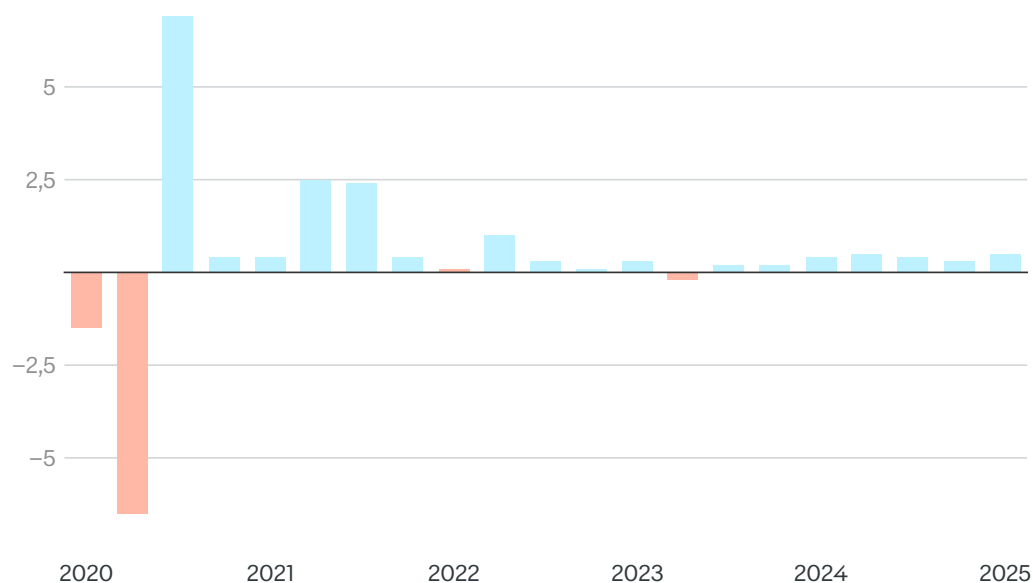
¹¹ BCE (2025). Décisions de politique monétaire du [17 avril 2025](#). L'ordre de grandeur de 500 milliards d'euros provient d'une projection citée par Piero Cipollone, membre du directoire de la BCE, dans son allocution prononcée le 18 février 2025 à l'occasion du webcast MNI Connect.

¹² Fed (2025). [Statement](#), FOMC meeting, 7 mai 2025.

Graphique 3

Produit intérieur brut, réel, corrigé des variations saisonnières

Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %

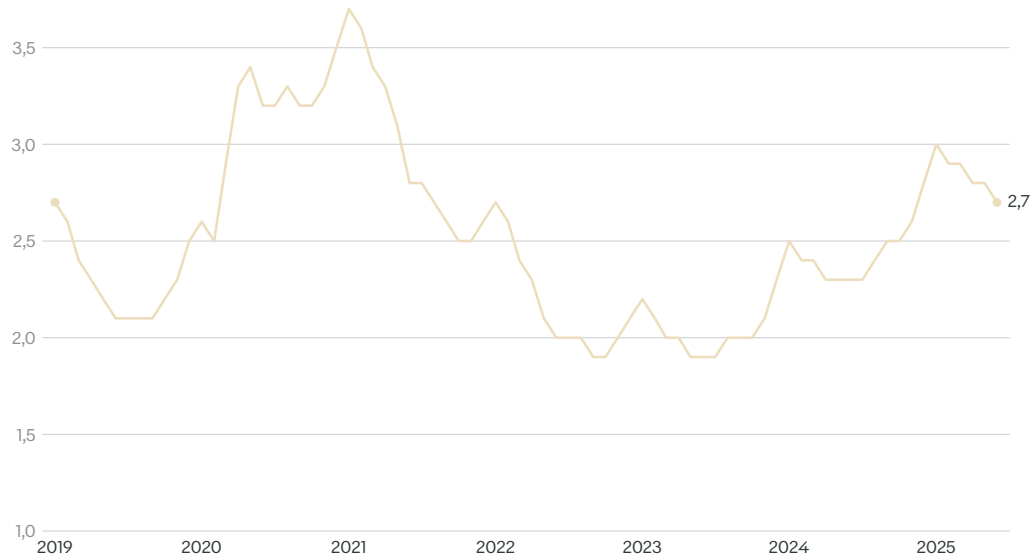


Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Secrétariat d'Etat à l'économie

Graphique 4

Taux de chômage, non corrigé des variations saisonnières

En %

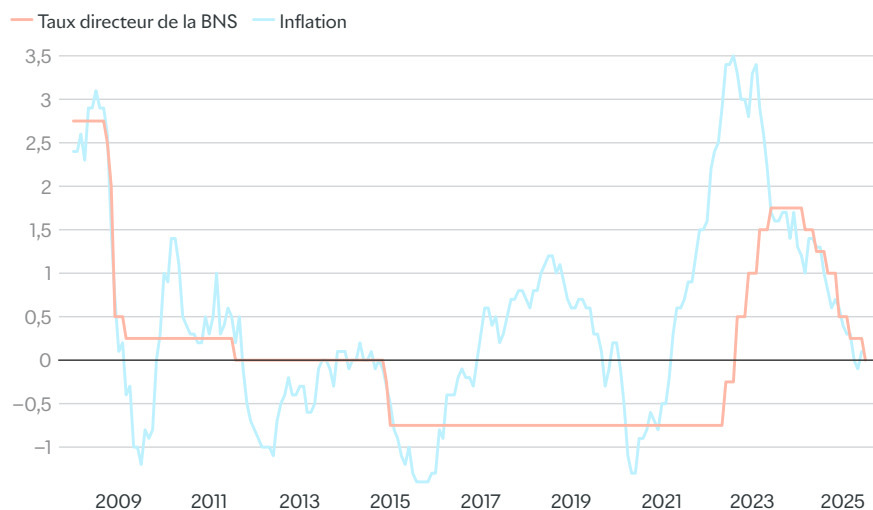


Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Secrétariat d'Etat à l'économie

Graphique 5

Taux directeur de la BNS et inflation

En %

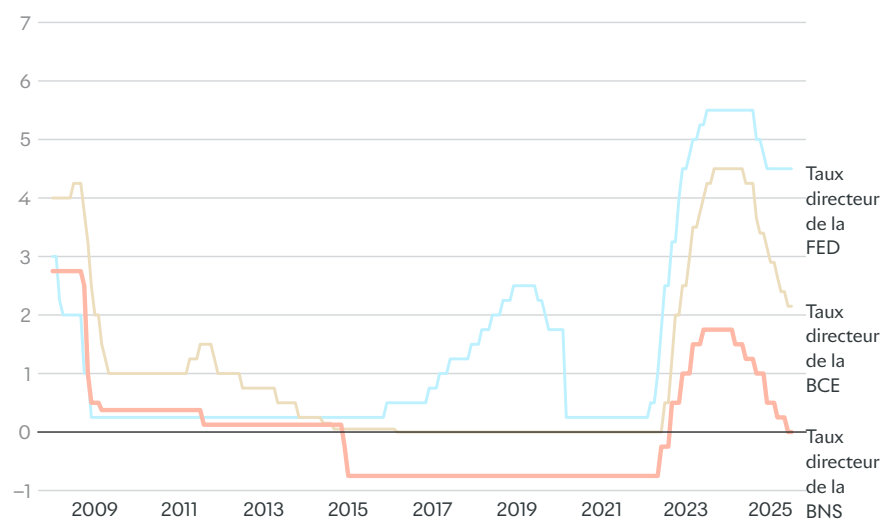


Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse, Office fédéral de la statistique

Graphique 6

Taux directeur, 2008–2025

En %



Nota: du 3 janvier 2000 au 13 juin 2019, la BNS assignait une marge de fluctuation au Libor à trois mois pour le franc. Le taux directeur de la BNS est appliqué à partir du 13 juin 2019.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque centrale européenne, Federal Reserve, Banque nationale suisse

Stabilité financière

A l'échelon mondial, certains risques pesant sur la stabilité financière se sont encore accrus et ils mettent le système bancaire, pourtant robuste, à rude épreuve. En Suisse, ces risques restent globalement stables. Le marché hypothécaire et l'érosion de la marge de manœuvre monétaire dans un contexte de taux zéro restent des enjeux majeurs.

L'année dernière, les risques mondiaux pesant sur la stabilité financière se sont accrus. Cela transparaît en particulier dans l'indice des conditions financières du Fonds monétaire international (FMI) qui, notamment pour les Etats-Unis, a fortement augmenté entre l'automne 2024 et avril 2025. Les évaluations des actions et des emprunts d'entreprises restant élevées, de brutales corrections des cours ne sont pas exclues, surtout si les perspectives économiques venaient à s'assombrir. En même temps, l'endettement dans le secteur non-bancaire (hedge funds et gérants de fortune notamment) continue d'augmenter. Cela accroît le risque de réactions de stress à l'échelle du marché et d'effets de rétroaction sur le secteur bancaire. S'y ajoute la vulnérabilité croissante des marchés d'emprunts d'Etat, due à des niveaux d'endettement élevés combinés à une moindre liquidité. Autant d'évolutions que les tensions géopolitiques et les incertitudes économiques viennent encore accentuer.¹³

S'agissant de la place financière suisse, la BNS pense que les risques peuvent encore s'accroître sur le marché hypothécaire. Elle met aussi en garde contre des perturbations mondiales sur ce marché en raison des tensions commerciales et géopolitiques, mais considère que les banques suisses ont globalement une solide capacité de résistance. Afin de renforcer encore la résilience, elle soutient la proposition du Conseil fédéral de déduire des fonds propres de base durs (CET1) de la banque mère suisse les participations dans des filiales étrangères.¹⁴ Les modalités précises restent à débattre au Parlement. Fin 2024, la FINMA avait constaté également que les risques liés aux hypothèques comptaient parmi les plus importants et que, par rapport à l'année précédente, seuls les risques dans le domaine des sanctions avaient augmenté – les autres risques principaux restant donc au même niveau élevé.¹⁵ En mai 2025, la FINMA a confirmé que des risques persistants pèsent sur le marché hypothécaire suisse.¹⁶

Avec le retour à la politique de taux zéro, la marge de manœuvre de la BNS en matière de politique monétaire s'est réduite et l'on ne saurait exclure des taux à nouveau négatifs. Les banques suisses seraient alors confrontées une fois de plus à une érosion de leurs marges d'intérêts dans les opérations de crédit, puisqu'elles ne peuvent répercuter que partiellement les taux négatifs sur la clientèle de détail et les petites entreprises. Dans le même temps, la concurrence s'intensifie sur le marché hypothécaire, où les plateformes numériques bénéficiant de structures de coûts avantageuses sont de plus en plus nombreuses à opérer et contribuent à contracter encore les marges des banques établies. Recul des produits d'intérêts, concurrence croissante, possibilité limitée de répercuter les taux négatifs – ces trois facteurs combinés pourraient peser sensiblement sur la rentabilité du secteur bancaire et affaiblir à long terme la capacité de risque de certains établissements.

¹³ FMI (2025). [Rapport sur la stabilité financière dans le monde](#), avril 2025.

¹⁴ BNS (2025). [Rapport sur la stabilité financière](#), juin 2025 (en anglais, résumé en français).

¹⁵ FINMA (2024). [Monitoring FINMA des risques 2024](#), 18 novembre 2024.

¹⁶ FINMA (2025). [Risques sur les marchés immobilier et hypothécaire](#), 22 mai 2025.

Réglementation

La Suisse joue un rôle pilote dans la mise en œuvre des normes finales de Bâle III, qu'elle veut rapide et pragmatique. La réglementation bancaire et financière est un facteur majeur d'attractivité et de compétitivité pour la place suisse. On craint des mesures sévères dans le paquet réglementaire «Stabilité des banques».

S'agissant de la réglementation en matière de fonds propres, l'entrée en vigueur de Bâle III final en Suisse est intervenue début 2025. Elle marque l'aboutissement d'un projet réglementaire essentiel pour le secteur bancaire. Ce train de réformes vise principalement à accroître la sensibilité au risque de la réglementation en matière de fonds propres ainsi qu'à introduire un plancher en capital lorsque les banques utilisent des modèles de risques internes. Pour les grandes banques universelles, cela implique en pratique une augmentation sensible des fonds propres et du travail de reporting; pour les banques de détail de moindre envergure, la réforme se traduit principalement par des obligations plus détaillées en matière de données et de publication.

Selon le Swiss Finance Institute (SFI), la Suisse compte parmi les leaders mondiaux sur le terrain réglementaire et elle adapte ses règles en permanence.¹⁷ Toutefois, la décision du Conseil fédéral d'appliquer la réforme dès le début de l'année 2025 affaiblit la compétitivité de la place financière suisse par rapport à d'autres places financières internationales importantes pour notre pays. En effet, les normes finales de Bâle III ou des éléments essentiels du dispositif entreront en vigueur ultérieurement dans de grandes juridictions de référence comme l'Union européenne (UE), le Royaume-Uni et les Etats-Unis. La Commission européenne a ainsi reporté à 2026 au plus tôt la finalisation de Bâle III final prévue pour 2025.¹⁸ Cette décision est motivée par la mise en œuvre tardive au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ainsi que par la volonté de maintenir un *level playing field*. Une approche pragmatique de ce type aurait également été possible en Suisse.

L'analyse politique de la reprise de Credit Suisse par UBS en mars 2023 a débouché sur le paquet réglementaire «Stabilité des banques», dont le Conseil fédéral a défini les grandes lignes en vue de la consultation lors de sa séance du 6 juin 2025.¹⁹ Celui-ci prévoit des ratios de fonds propres plus stricts pour les établissements d'importance systémique, y compris la couverture des participations étrangères au moyen des fonds propres de la banque mère établie en Suisse, un *public liquidity backstop* garanti par l'Etat, un régime de responsabilité (*senior managers regime*), une extension des compétences de la FINMA ainsi qu'un cadre juridique clair pour les aides d'urgence de la BNS en liquidités.²⁰ Il reprend la plupart des recommandations de la commission d'enquête parlementaire (CEP) mais va plus loin sur certains points, par exemple en prévoyant des volants de fonds propres encore supérieurs à ce que préconisait le rapport du Conseil fédéral de 2024. L'Association suisse des banquiers (ASB) craint que ces contraintes supplémentaires surchargent le projet et finissent par peser sur la compétitivité de la place financière.²¹ Une

¹⁷ SFI (2025). [Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index \(GFRTCI\) 2025](#).

¹⁸ Commission européenne (2024). [Banking package – Questions & Answers](#), 24 juillet 2024.

¹⁹ Conseil fédéral (2025). Le Conseil fédéral tire les leçons des difficultés de Credit Suisse et propose des mesures pour renforcer la stabilité des banques, [communiqué de presse](#), 6 juin 2025.

²⁰ Parlement suisse (2024). Communiqué de presse de la CEP sur les [enseignements de la crise de Credit Suisse](#), 20 décembre 2024.

²¹ ASB (2025). [Le Conseil fédéral tire des enseignements justes de la crise de Credit Suisse](#), 6 juin 2025.

vaste procédure de consultation «Stabilité des banques» a été lancée en juin 2025; les mesures seront ancrées progressivement dans la loi et dans l'ordonnance sur les fonds propres à partir de 2026.²²

Graphique 7

Glossaire «Bâle III final»

Mesure	Rôle
Règles plus sensibles aux risques en matière de fonds propres	Prise en compte plus précise des risques grâce à des approches standard; limitation des modèles internes pour rendre les ratios de fonds propres plus réalistes et améliorer leur comparabilité entre banques
Output floor	Seuil plancher pour les fonds propres calculés sur la base d'un modèle, afin que les établissements utilisant des modèles internes ne détiennent pas nettement moins de fonds propres que ceux utilisant des approches standard
Leverage ratio	Ratio d'endettement non pondéré, conçu comme un filet de sécurité simple
Liquidités	Exigence de volants de liquidités à court terme (LCR) et d'un financement stable à long terme (NSFR), afin que les banques restent solvables y compris en période de stress
Portefeuille de négociation et risques opérationnels	Harmonisation du calcul des risques de marché et des risques opérationnels grâce à de nouvelles méthodes standard (RTB, SMA), qui assurent également une transparence accrue

Tableau: Association suisse des banquiers

2. Résultat consolidé

En 2024, le résultat consolidé de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en légère baisse (–3,5 %) par rapport à 2023. Cette baisse s'explique notamment par un fort recul sur le front des opérations d'intérêts, qui sont essentielles pour les banques. Le bénéfice annuel a suivi la même trajectoire, à CHF 17,7 milliards (–31,7 %).

Le résultat consolidé de toutes les banques en Suisse s'est établi en 2024 à CHF 69,8 milliards, en baisse de 3,5 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte en particulier de la diminution du résultat consolidé des grandes banques (–7,8 %). Si l'on examine la situation par domaines d'activité, on observe une progression du résultat des opérations de négoce (+38,4 %) ainsi que du résultat des opérations de commissions et prestations de services (+3,0 %), mais une régression du résultat des opérations d'intérêts (–13,5 %) et des autres résultats ordinaires (–27,0 %). Sans doute le résultat des opérations de négoce a-t-il été boosté par un contexte boursier volatile en 2024. Quant à l'érosion de la marge d'intérêts et donc du résultat des opérations d'intérêts, elle s'explique principalement par une hausse des charges d'intérêts due à des coûts de refinancement accrus. L'évolution légèrement négative de la branche dans son ensemble est à appréhender en tenant compte des effets non récurrents liés à la reprise de Credit Suisse par UBS en 2023. Ainsi, la contribution des grandes banques au résultat consolidé global a

²² Fedlex (2025). [Consultation 2025/45](#).

diminué une nouvelle fois (-1,9 %), tandis que tous les autres groupes de banques sont parvenus à maintenir voire augmenter la leur.

Périmètres de consolidation statistiques

La présente publication se fonde sur des données de la BNS issues des comptes individuels statutaires des banques (maisons mères), afin d'intégrer toutes les positions comptabilisées en Suisse. S'agissant notamment des banques à vocation internationale, ces données s'écartent de celles des comptes consolidés au niveau des groupes. Dans les statistiques qu'elle publie, la BNS distingue entre la perspective «Comptoirs résidents», la perspective «Maison mère» et la perspective «Groupe».

2.1 Evolutions en 2024

Résultat consolidé par domaines d'activité

Le résultat consolidé se compose du résultat des opérations d'intérêts, du résultat des opérations de commissions et prestations de services, du résultat des opérations de négoce ainsi que des autres résultats ordinaires. Il a enregistré une baisse de 3,5 % en 2024, imputable pour l'essentiel à un recul du résultat des opérations d'intérêts ainsi que des autres résultats ordinaires.

L'environnement de taux bas et l'érosion de la marge d'intérêts ont pesé sur le résultat des opérations d'intérêts, dont la contribution au résultat consolidé s'est établie à 30,2 %. Pour la première fois, le résultat des opérations de commissions et prestations de services est devenu le premier contributeur au résultat consolidé, à 32,1 %. Le resserrement de la marge d'intérêts, qui a fortement comprimé le résultat des opérations d'intérêts en 2024, résulte de deux facteurs conjugués: d'une part, des produits d'intérêts globalement inchangés par rapport à 2023 et, d'autre part, des charges d'intérêts en hausse de CHF 3,3 milliards (+5,3 %). Cette hausse est une conséquence des relèvements du taux directeur de la BNS intervenus en 2022 et 2023, qui ont renchéri le refinancement des banques via notamment une rémunération accrue des dépôts de la clientèle. Courant 2024, la BNS a certes abaissé à nouveau son taux directeur, mais l'effet sur les coûts de refinancement ne s'en fera sentir qu'avec retard. Par ailleurs, les dépôts de la clientèle ont globalement augmenté (+5,3 %) en 2024, ce qui pourrait s'expliquer par la persistance de taux d'intérêt attrayants au premier semestre de l'année. La plus forte augmentation a été enregistrée par les banques boursières et les grandes banques. Les autres résultats ordinaires ont diminué des CHF 4,1 milliards pour s'établir à CHF 11,1 milliards (-15,9 %). Cette évolution négative s'explique par une baisse significative des produits des participations, qui ont reculé de CHF 3,9 milliards. Le recul de ce poste est presque exclusivement attribuable aux grandes banques, ce qui a également eu un impact négatif significatif sur le résultat consolidé de ce groupe bancaire.

A la différence des années précédentes, le résultat des opérations de commissions et prestations de services s'est inscrit en légère hausse (+3,0 %). Dès lors, sa contribution au résultat consolidé est passée

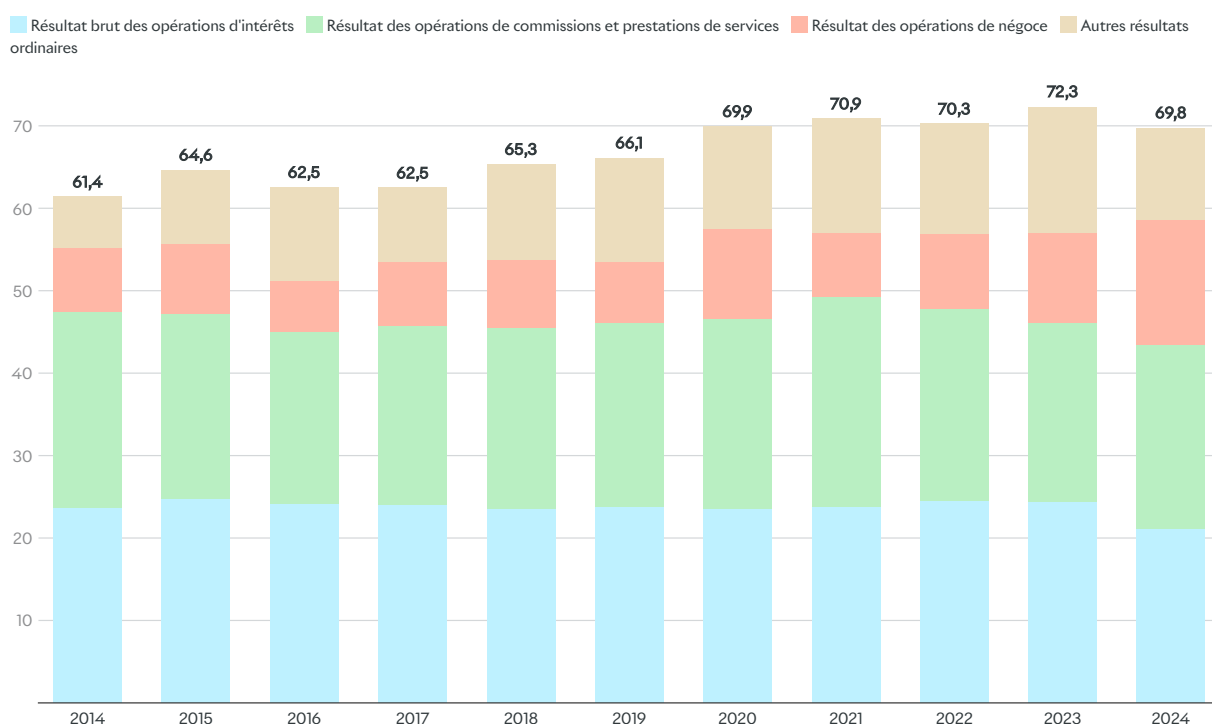
de 30,1 % à 32,1 %. Cette hausse s'explique par une augmentation des produits des commissions issues des opérations sur titres et opérations de placement, combinée à une diminution des charges de commissions.

Quant au résultat des opérations de négoce, il a enregistré la plus forte hausse relative en 2024 et atteint le montant record de CHF 15,1 milliards, soit une augmentation substantielle de 38,4 % par rapport à l'année précédente. Un facteur explicatif majeur de cette évolution est la volatilité accrue des marchés dans le courant de l'année 2024.

Graphique 8

Résultat consolidé par domaines d'activité

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Résultat consolidé par groupes de banques

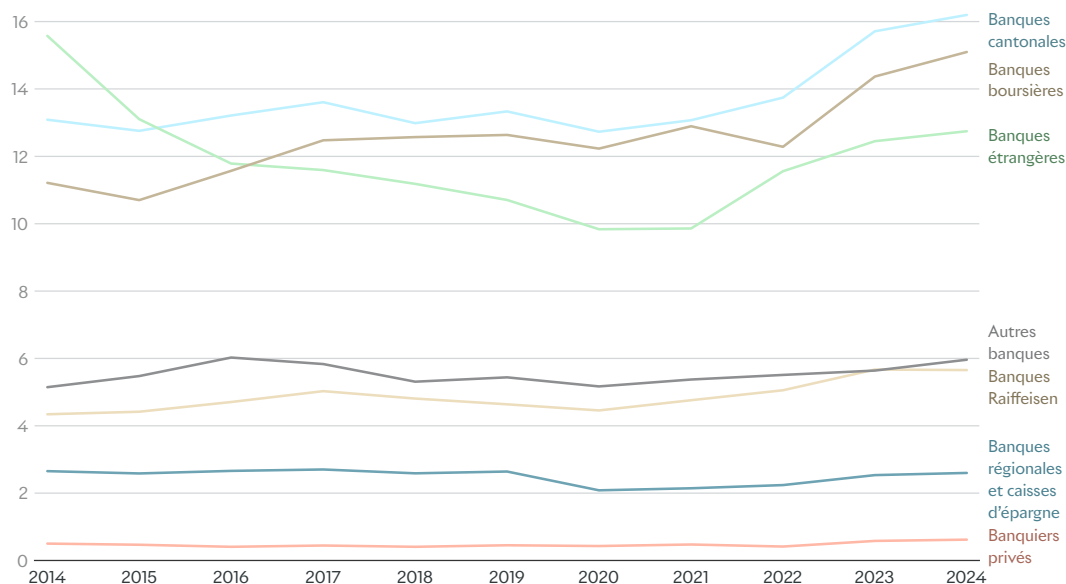
En 2024, le résultat consolidé des groupes «banques privées», «banques boursières» et «autres établissements» s'est inscrit en hausse par rapport à 2023, tandis que celui des autres groupes de banques s'est inscrit en baisse. Ce sont surtout les grandes banques, dont le résultat consolidé a enregistré le recul le plus marqué (-7,8 %), qui ont fait les frais de ces hausses: leur part dans le résultat consolidé global a été ramenée à 41,1 % (-1,9 %).

Par rapport à 2023, les banques cantonales et les banques boursières ont le plus fortement accru leurs contributions respectives au résultat consolidé global. Les banques boursières, qui ont bénéficié de l'évolution du marché, ont vu leur contribution progresser de 0,7 point de pourcentage à 15,1 %, ce qui correspond à une augmentation du résultat consolidé de CHF 143,04 millions. Les moteurs de cette augmentation ont été la hausse du résultat des opérations de commissions et prestations de services d'une part (+CHF 631,1 millions, soit +12,7 %) et du résultat des opérations de négoce d'autre part (+CHF 420 millions, soit +25,0 %).

Graphique 9

Résultat par groupes de banques (hors grandes banques)

En %



Nota: la part des grandes banques dans le résultat consolidé oscille depuis 2012 entre 43 % et 53 %, soit un niveau nettement supérieur à celui des autres groupes de banques. Afin de rendre l'évolution de ces derniers plus visible, le graphique ne fait pas apparaître l'évolution de la part des grandes banques.

Graphique: Association suisse des banquiers - Source: Banque nationale suisse

Banques étrangères: filiales et succursales

Les banques d'une certaine envergure sont présentes physiquement dans différents pays – souvent pour des raisons d'accès au marché. La Suisse compte ainsi sur son territoire près d'une centaine de banques en mains étrangères, qui emploient plus de 16 000 personnes et contribuent notablement au succès de la place bancaire suisse. Ces banques étrangères opérant en Suisse s'inscrivent dans deux catégories juridiques distinctes: il s'agit soit de filiales, soit de succursales. Les filiales sont des banques organisées selon le droit suisse, mais sur lesquelles l'influence dominante s'exerce à partir de l'étranger. Dotées de la personnalité juridique, elles peuvent conclure des contrats avec leurs clientes et leurs clients en toute autonomie. Les succursales, en revanche, ne sont pas dotées de la personnalité juridique et sont donc juridiquement dépendantes. Dès lors, elles peuvent opérer uniquement pour le compte de la banque étrangère, mais pas pour leur propre compte. Comme elles n'établissent pas de bilan, certaines prescriptions de la FINMA (p. ex. l'ordonnance sur les fonds propres, OFR) ne leur sont pas applicables. Elles doivent néanmoins disposer d'une autorisation de la FINMA et sont soumises à la surveillance de cette dernière. De même que les filiales, elles sont tenues de respecter la réglementation de la FINMA, c'est-à-dire ses ordonnances et ses circulaires. La grande majorité des succursales de banques étrangères relèvent des catégories de surveillance 4 ou 5.

Malgré un résultat consolidé en baisse de CHF 59,8 millions (-0,5 %), les banques cantonales ont accru leur contribution au résultat consolidé global de 0,5 point de pourcentage à 16,2 %, ce qui représente la deuxième progression la plus forte. Si le résultat des opérations de commissions et prestations de services s'est inscrit en hausse (+7,3 %) au sein de ces banques, il n'en a pas été de même du résultat des opérations d'intérêts (-3,2 %) ni du résultat des opérations de négoce (-3,8 %). Les banques cantonales ont d'ailleurs été le seul groupe de banques à enregistrer un recul du résultat des opérations de négoce.

Dans tous les autres groupes de banques (hors grandes banques), l'augmentation de la contribution au résultat consolidé global s'est située entre 0,0 % et 0,3 %, soit à un niveau très faible. Elle s'est établie à 0,3 % dans les groupes «banques étrangères» et «autres établissements», et à 0,1 % dans le groupe «banques régionales et caisses d'épargne». Quant aux banques Raiffeisen et aux banquiers privés, leurs contributions respectives sont restées stables, malgré une évolution du résultat consolidé négative pour les premières (-3,8 %) et positive pour les seconds (+2,7 %).

La forte hausse du résultat des opérations de négoce et la baisse marquée du résultat des opérations d'intérêts au niveau de la branche ont été largement impulsées par les grandes banques. Celles-ci ont enregistré en 2024 une nette progression du résultat des opérations de négoce (+57 %), mais un recul significatif du résultat des opérations d'intérêts (-44 %). Si le résultat des opérations de négoce s'est établi en hausse de CHF 3 485,6 millions à CHF 9 602,1 millions, le résultat des opérations d'intérêts a baissé de CHF 1 690,3 millions à CHF 2 150,9 millions. La part des grandes banques dans les opérations d'intérêts est ainsi passée de 15,8 % en 2023 à 10,2 % en 2024, tandis que leur part dans les opérations de négoce passait de 55,9 % à 63,5 %. Malgré la forte croissance des opérations de négoce, le résultat

consolidé des grandes banques a baissé de CHF 2 431,2 millions (-7,8 %), réduisant leur contribution au résultat consolidé global de 43,0 % en 2023 à 41,1 % en 2024.

Effets statistiques de la composition des groupes de banques

La BNS procède à la répartition des banques par groupes de banques selon sa libre appréciation. Des fusions, scissions, créations de banques et autres changements structurels sont susceptibles de modifier la composition des groupes de banques au fil du temps. Ainsi, depuis la reprise de Credit Suisse Group SA par UBS Group SA en 2023, le groupe «grandes banques» ne comprend plus que les établissements d'UBS. Pour des raisons de confidentialité, depuis 2023, il n'est donc plus possible de publier des données concernant le groupe «grandes banques» dans le cadre de certaines analyses. Le passage de la structure du bilan et des comptes utilisée jusque-là par les entités Credit Suisse à celle utilisée par les entités UBS a donné lieu à des effets de retraitement dans les statistiques bancaires au 30 avril 2024. Par ailleurs, en 2022, Degroof Petercam Suisse SA, une banque en mains étrangères, a été reprise par la banque boursière Gonet & Cie SA. Dans les statistiques bancaires, les activités concernées ont donc changé de groupe, passant du groupe «banques étrangères» au groupe «banques boursières». Ce changement n'a toutefois pas eu d'effet sensible sur les parts respectives de ces catégories.

Evolution des contributions des groupes de banques au fil du temps

La mutation structurelle du paysage bancaire suisse s'est poursuivie ces dernières années, mais à un rythme moindre. La contribution des grandes banques au résultat consolidé global a continué de décliner, au profit de tous les autres groupes de banques. Celle des banques étrangères a repris des couleurs depuis 2021.

En comparaison pluriannuelle, la contribution des banques boursières au résultat consolidé global n'a cessé d'augmenter entre 2014 et 2023, sauf en 2022. En 2024, portée par cette tendance haussière persistante, elle s'est établie à 15,1 % (2014: 11,2 %). La contribution des banques cantonales est également restée orientée à la hausse et, en 2024, elle a augmenté de 0,5 point de pourcentage à 16,2 %. La contribution des grandes banques ayant fortement baissé, tous les autres groupes de banques ont maintenu ou renforcé leurs contributions respectives en 2024 par rapport à 2014, à l'exception des banques étrangères.

S'agissant des banques étrangères, leur contribution s'était étiolée entre 2014 et 2020, passant de 15,6 % à 9,8 %. Cette évolution était due pour partie au changement de contexte consécutif à la crise financière. De plus, pendant cette période, quelques banques avaient réduit leurs activités internationales à certains domaines spécifiques dans le cadre de restructurations, ce qui s'était traduit par la cession des autres domaines ou par des transferts intragroupe d'activités. Mais depuis 2021, la contribution des banques étrangères est à nouveau sur une trajectoire ascendante. Elle s'établissait en 2024 à 12,7 %, soit seulement 2,9 points de pourcentage en dessous de son niveau de 2014.

Quant aux grandes banques, leur contribution est restée sur la tendance baissière amorcée en 2020. Alors qu'elle avoisinait 50 % entre 2014 et 2022, elle n'était plus que de 41,1 % en 2024. Ce recul illustre la mutation structurelle du paysage bancaire suisse. Il est toutefois nettement moins marqué qu'en 2023, où la reprise de Credit Suisse avait eu à cet égard un impact majeur.

Bénéfice annuel et impôts

Le bénéfice brut s'est inscrit en baisse de 12,3 % par rapport à 2023, à CHF 23,9 milliards. Après corrections de valeur et impôts et compte tenu des produits exceptionnels, le bénéfice annuel (résultat sur la période) des banques en Suisse s'est établi à CHF 17,7 milliards.

Le résultat consolidé ayant reculé de 3,5 % par rapport à 2023, le bénéfice brut s'est inscrit en baisse de CHF 3,3 milliards (-12,3 %) en 2024, à CHF 23,9 milliards. Les charges d'exploitation, qui se composent des charges de personnel et des autres charges d'exploitation, ont augmenté de 1,8 % et sont donc restées à un niveau relativement stable. Déduction faite des amortissements, des corrections de valeur et des provisions, le résultat opérationnel s'est établi à CHF 17,8 milliards (+52,5 %), malgré la baisse du bénéfice brut. Ce résultat réjouissant s'explique principalement par la baisse substantielle des amortissements (-65,0 %), des corrections de valeur et provisions (-54,6 %) ainsi que des variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts (-50,1 %). En 2023, les postes concernés étaient exceptionnellement élevés en raison de la reprise de Credit Suisse.

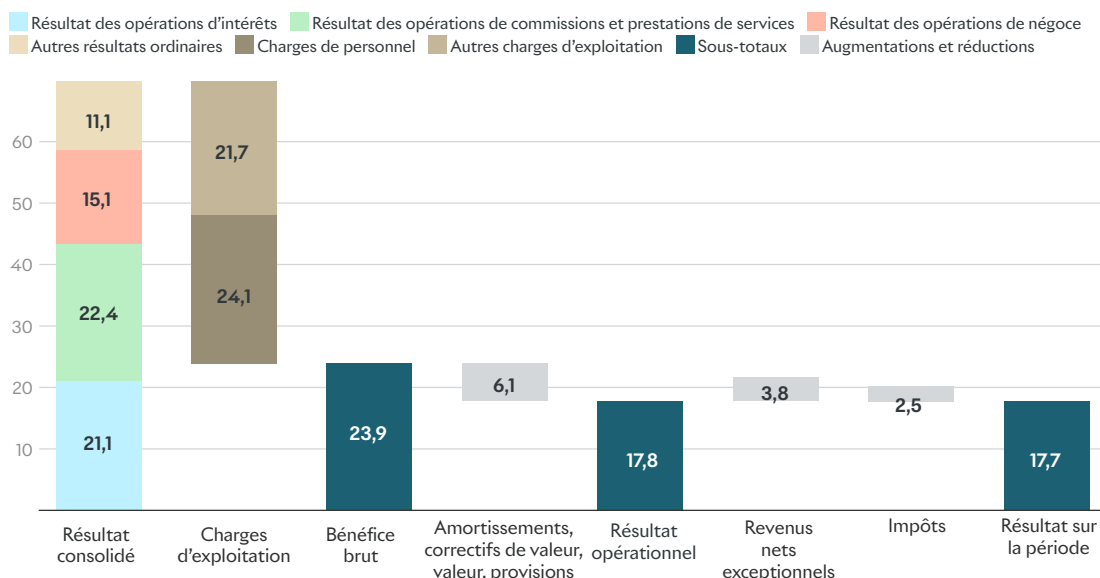
Le fort recul des produits exceptionnels, qui sont passés de CHF 18,7 milliards en 2023 à CHF 4,1 milliards en 2024, est particulièrement frappant, même si ce montant n'en demeure pas moins au-dessus de ceux comptabilisés entre 2020 et 2022. Il est presque exclusivement imputable aux grandes banques et vient inverser les effets marqués de la reprise de Credit Suisse par UBS en 2023. Concrètement, les grandes banques avaient alors comptabilisé un produit exceptionnel de CHF 18,3 milliards, qui résultait pour l'essentiel de la reprise de Credit Suisse par UBS – avec un goodwill négatif non récurrent de USD 29 milliards. En 2024, déduction faite des charges exceptionnelles, les banques suisses ont enregistré des produits exceptionnels nets à hauteur de CHF 3,8 milliards. Elles ont versé CHF 2,5 milliards d'impôts aux caisses de l'Etat, soit CHF 0,7 milliard de moins (-22,2 %) qu'en 2023.

Compte tenu de ce qui précède, le bénéfice annuel (résultat sur la période) s'est établi à CHF 17,7 milliards – certes en net retrait par rapport à 2023, mais à un niveau toujours notablement supérieur à celui de 2022 (CHF 6,5 milliards). Cette évolution s'explique par la nette baisse des amortissements, corrections de valeur et provisions ainsi que par la légère hausse des produits exceptionnels.

Graphique 10

Détermination du résultat sur la période des banques en Suisse, 2024

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

2.2 Inflation faible, taux zéro, tensions commerciales et géopolitiques: trois éléments de contexte marquants pour la place bancaire en 2025

La croissance de l'économie suisse reste modérée, la hausse des prix à la consommation est désormais nulle et, en juin dernier, la BNS a ramené son taux directeur à 0 %. Les incertitudes internationales pèsent sur la demande, les grandes banques centrales empruntent des voies divergentes en matière de politique monétaire. Pour 2025, les prévisions concernant le résultat consolidé global des banques en Suisse restent mitigées – le resserrement des marges d'intérêts pourrait être partiellement compensé par des résultats en hausse sur le front des opérations de commissions et prestations de services.

La croissance mondiale est restée modérée au premier semestre 2025: le [Fonds monétaire international \(FMI\)](#) table actuellement sur une croissance du PIB de 1,4 % dans les pays industrialisés et de seulement 0,8 % dans la zone euro. Les tensions commerciales et géopolitiques accrues ont renchéri le refinancement des entreprises et sont source d'incertitude, ce qui pèse sur l'investissement. Au vu de la faible pression inflationniste, la BNS a ramené son taux directeur à 0 % en juin 2025. La BCE aussi a réduit sensiblement le sien au premier semestre, tandis que la Fed gardait une marge de fluctuation inchangée – mais dans les deux cas à un niveau nettement supérieur à celui de la BNS.

Les expertes et les experts des marchés financiers interrogés dans le cadre du Swiss Banking Outlook anticipent pour 2025 une croissance réelle du PIB de 1,2 % et un renchérissement annuel de 0,3 % en Suisse. Le taux de chômage devrait s'inscrire en légère hausse, à 2,7 %. Quatre cinquièmes des personnes

interrogées prévoient que le taux directeur de la BNS restera inchangé d'ici la fin de l'année, le cinquième restant considère qu'il risque d'être abaissé jusqu'à -0,25 %. S'agissant des obligations de la Confédération à dix ans, la prévision de rendement d'ici la fin de l'année est d'environ 0,4 %, mais avec un risque de baisse.

Au premier semestre 2025, le franc suisse s'est apprécié par rapport aux principales monnaies: les taux de change s'établissaient début juillet à CHF 0,93 pour un euro et CHF 0,80 pour un dollar américain. Selon la majorité des expertes et des experts, le cours du franc suisse devrait rester stable pour l'essentiel d'ici la fin de l'année, avec un léger raffermissement par rapport au dollar américain.

Le Swiss Market Index (SMI) a enregistré au premier semestre 2025 une hausse modérée d'environ 3 %, mais avec de fortes fluctuations dans une fourchette allant de 10 900 à 13 100 points. Jusqu'à la fin du mois de mars, il a nettement augmenté en raison de statistiques d'inflation positives et de l'abaissement du taux directeur de la BNS, avant de se replier dans le sillage des annonces douanières américaines. Les tensions commerciales résultant de ces annonces, renforcées par les tensions géopolitiques et par un tassement dans le secteur technologique, ont pesé sur les marchés dans le monde entier, de sorte que le SMI n'a regagné que partiellement le terrain perdu. Compte tenu des incertitudes internationales, cette volatilité relativement forte devrait perdurer au second semestre 2025.

Selon le Swiss Banking Outlook, 59 % des expertes et des experts pensent que le résultat consolidé global des banques s'inscrira une nouvelle fois en recul en 2025 et 29 % qu'il restera stable. La principale explication avancée est la baisse du résultat des opérations d'intérêts: les taux nuls, voire potentiellement négatifs, mais aussi la concurrence accrue sur le marché du crédit et le marché hypothécaire, compriment les marges d'intérêts. De plus, les coûts opérationnels restent élevés, en raison notamment de projets réglementaires comme la mise en œuvre de Bâle III final. Le résultat des opérations de commissions et prestations de services ainsi que celui des opérations de négoce devraient toutefois évoluer favorablement et compenser ainsi, au moins en partie, la baisse du résultat des opérations d'intérêts. De plus, la croissance des crédits hypothécaires devrait être supérieure à la moyenne selon 44 % des personnes interrogées, et celle des crédits aux entreprises devrait se situer dans la moyenne pluriannuelle. Au total, la prévision du consensus pour 2025 table néanmoins sur un léger recul du résultat consolidé global.

3. Opérations au bilan

En 2024, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 1,3 %. Si le total des bilans des grandes banques a diminué, tous les autres groupes de banques ont vu le leur augmenter.

A la différence de 2023, en 2024, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est inscrit en hausse: il a augmenté de 1,3 %, passant de CHF 3 177,0 milliards à CHF 3 219,1 milliards. Du côté des actifs, les créances hypothécaires sont restées le poste de loin le plus important. La plupart des postes de l'actif ont enregistré des hausses par rapport à l'année précédente, qui se situent entre 2,4 % (créances hypothécaires) et 24,9 % (créances résultant d'opérations de financement de titres). Les liquidités ont accusé le plus fort recul (-12,9 %), en raison sans doute de la restitution des excédents de liquidités par les grandes banques. Du côté des passifs, en l'absence de nouveaux arbitrages au détriment des dépôts à vue et en faveur des dépôts à terme, ces deux postes ont enregistré des hausses modérées de respectivement

2,4 % et 4,8 %. Dès lors, les engagements résultant des dépôts de la clientèle ont gagné globalement 5,3 %.

On a constaté une nouvelle fois un net recul du total des bilans des grandes banques, même s’il a été moindre qu’en 2023. Le total des bilans des banques cantonales a suivi en parallèle un mouvement inverse et de même ampleur. L’encours de crédit national a encore augmenté légèrement (+2,3 %), porté par les créances hypothécaires suisses: celles-ci ont affiché une hausse de 2,5 % et atteint ainsi un nouveau pic, à CHF 1 208,6 milliards. Les autres crédits, composés des créances gagées et en blanc, ont également progressé, mais de 1,1 % seulement. Comme en 2023, les banques cantonales (40,1 %) se sont taillé la part du lion sur le marché hypothécaire suisse, suivies des grandes banques (24,4 %).

3.1 Evolutions en 2024

Evolution des bilans par groupes de banques

En 2024, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s’est inscrit en hausse de 1,3 %. Si le total des bilans des grandes banques a diminué (–2,7 %), de même que celui des banquiers privés (–0,8 %), tous les autres groupes de banques ont affiché une évolution inverse. Les plus fortes hausses ont été enregistrées par les banques boursières (+7,8 %) et les banques cantonales (+4,0 %), ces dernières ayant généré à elles seules environ 72,2 % de la progression. Les grandes banques n’en ont pas moins conservé la part la plus importante dans le total consolidé des bilans, à 38,4 % (2023: 40,0 %, 2022: 41,2 %).

Graphique 11

Total des bilans par groupes de banques

En milliards de CHF

Groupes de banques	2023	2024	Variation	Contribution
Banques cantonales	756,9	787,3	4,0%	24,5%
Grandes banques	1 269,4	1 234,8	–2,7%	38,4%
Banques régionales et caisses d’épargne	120,5	125,5	4,1%	3,9%
Banques Raiffeisen	297,1	305,6	2,9%	9,5%
Banques étrangères	281,8	289,9	2,9%	9,0%
Banquiers privés	5,4	5,4	–0,8%	0,2%
Banques boursières	226,8	244,5	7,8%	7,6%
Autres banques	218,9	226,1	3,3%	7,0%
Total	3 177,0	3 219,1	1,3%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Actifs

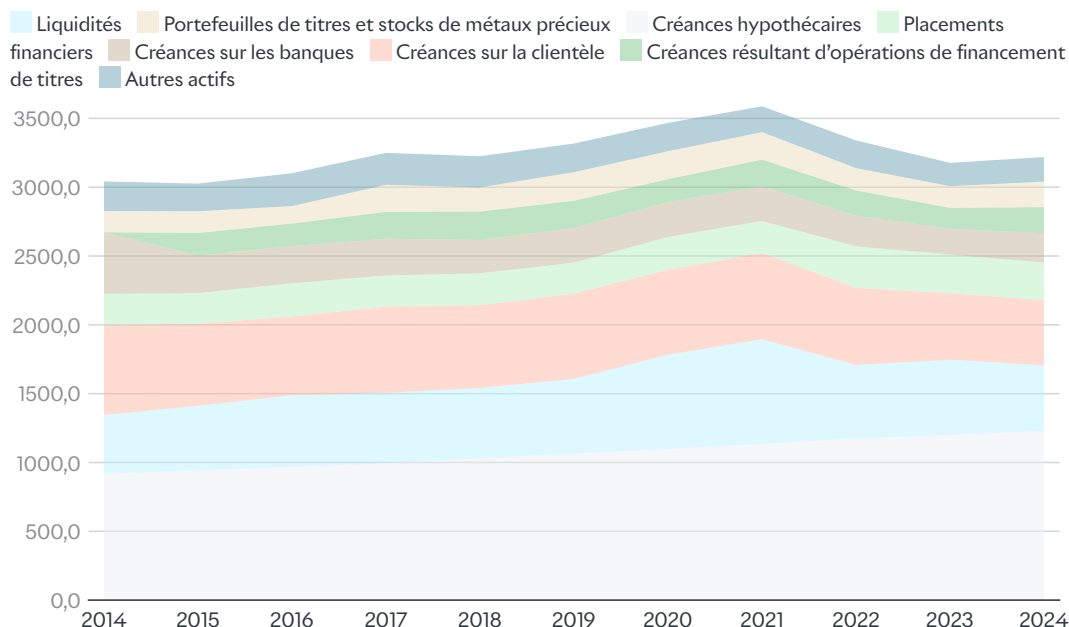
Les créances hypothécaires sont restées le principal poste de l'actif en 2024, à 38,2 %. Après s'être stabilisées en 2023, les liquidités ont à nouveau décru, enregistrant la plus forte baisse relative (-12,9 %) parmi les postes de l'actif. Les créances résultant d'opérations de financement de titres ainsi que les portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux ont été les principaux contributeurs à l'augmentation des actifs.

En 2024, les créances hypothécaires suisses et étrangères ont augmenté de CHF 28,9 milliards par rapport à 2023, passant de CHF 1 200,2 milliards à CHF 1 229,1 milliards. Favorisée par la baisse des taux d'intérêt, leur croissance s'est quelque peu accrue, mais sans atteindre encore le niveau de 2022. Les créances hypothécaires étaient donc toujours le principal poste de l'actif en 2024, à environ 38,2 %. Si leur part n'a que faiblement varié par rapport à l'année précédente, c'est que la majorité des autres postes de l'actif ont enregistré soit des hausses, soit des reculs limités. Les liquidités font exception à cet égard, dans la mesure où elles ont fortement décru. En 2024, elles représentaient 14,8 % de l'actif, soit une part équivalente à celle des créances sur la clientèle. Cette décline a coïncidé avec un recul marqué (-6,6 %) des comptes de virement des banques auprès de la BNS. Elle résulte vraisemblablement de la restitution des excédents de liquidités par les grandes banques, qui les détenaient comme volant de sécurité afin d'atténuer d'éventuels risques liés à la reprise de Credit Suisse.

Graphique 12

Composition des actifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Graphique 13

Evolution des postes de l'actif

En milliards de CHF

Poste	2023	2024	Variation	Contribution
Liquidités	546,7	476,2	-12,9%	14,8%
Portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux	157,7	185,2	17,4%	5,8%
Créances hypothécaires	1 200,2	1 229,1	2,4%	38,2%
Placements financiers	281,4	271,5	-3,5%	8,4%
Créances sur les banques	186,8	212,9	13,9%	6,6%
Créances sur la clientèle	482,2	475,2	-1,4%	14,8%
Créances résultant d'opérations de financement de titres	152,3	190,3	24,9%	5,9%
Autres actifs	169,6	178,7	5,4%	5,6%
Total du bilan	3 177,0	3 219,1	1,3%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Les créances sur la clientèle, c'est-à-dire les crédits, ont diminué de CHF 7,0 milliards (-1,4 %) en 2024. En revanche, les créances sur d'autres banques ont augmenté de CHF 26,0 milliards (+13,9 %), en raison pour l'essentiel d'une forte hausse des créances sur des banques en Suisse (+25,0 %) et d'une faible hausse des créances sur des banques à l'étranger (+2,9 %, soit +CHF 2,7 milliards). Cette variation s'explique par l'évolution des besoins de liquidités des banques dans un contexte de taux d'intérêt baissiers. Les créances résultant d'opérations de financement de titres ont également augmenté en 2024 et ont affiché la plus forte hausse de tous les postes de l'actif, à +24,9 %. Comme en 2023, les placements financiers se sont inscrits en recul (-3,5 %), sous l'effet conjugué d'une baisse des placements financiers en Suisse (-12,1 %) et d'une légère hausse à l'étranger (+3,9 %). La réduction des bilans est imputable principalement à la solide évolution positive qu'ont connue toutes les banques, à l'exception des grandes banques. Les banques à vocation nationale ont accru le total de leurs bilans, enregistrant une hausse de 2,9 % pour les banques Raiffeisen et d'environ 4 % pour les banques régionales et cantonales.

Composition des actifs au fil du temps

La composition des actifs a nettement évolué sur la dernière décennie. Entre 2014 et 2021, les liquidités s'étaient inscrites en forte hausse, passant de CHF 425,9 milliards en 2014 à CHF 760,6 milliards en 2021. Plusieurs facteurs ont favorisé cette hausse. En premier lieu, les interventions de la BNS sur le marché des changes en vue de remédier à la surévaluation du franc suisse ont fait gonfler les comptes de virement des banques. En second lieu, les taux d'intérêt étant bas, les coûts d'opportunité liés à la détention de

liquidités étaient réduits, de sorte que les banques ont déposé d'abondantes liquidités en comptes de virement auprès de la BNS. Mais avec la hausse des taux d'intérêt, les liquidités ont connu une première décre importante (–29,8 %) en 2022. Elles se sont stabilisées brièvement (+2,4 %) en 2023, avant de reculer à nouveau nettement (–12,9 %) en 2024.

On observe également une inversion de tendance en ce qui concerne les créances sur la clientèle. Entre 2014 et 2021, ce poste avait oscillé faiblement dans une fourchette comprise entre CHF 573,3 milliards (2016) et CHF 652,9 milliards (2014), avant de baisser nettement en 2022 et 2023. Cette baisse s'est poursuivie en 2024, mais dans une mesure nettement moindre (–1,4 %) que les années précédentes. Au total, les créances sur la clientèle ont diminué de 27,2 % entre 2014 et 2024. Quant aux créances sur les banques, si elles représentaient 14,7 % du total des actifs en 2014, ce chiffre n'était plus que de 6,6 % en 2024. Cette diminution tient au fait que les banques ont volontairement réduit ce poste du bilan pour atténuer les liens d'interdépendance avec d'autres établissements.

S'agissant des créances hypothécaires suisses et étrangères, elles n'ont cessé d'augmenter entre 2014 (CHF 916,6 milliards) et 2024 (CHF 1 229,1 milliards). Leur part dans le total des actifs est ainsi passée de 30,2 % à 38,2 % entre fin 2014 et fin 2024. La faiblesse persistante des taux d'intérêt a favorisé une hausse durable des achats et des prix sur le marché de l'immobilier. L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de cette évolution.

Evolution des opérations de crédit en Suisse

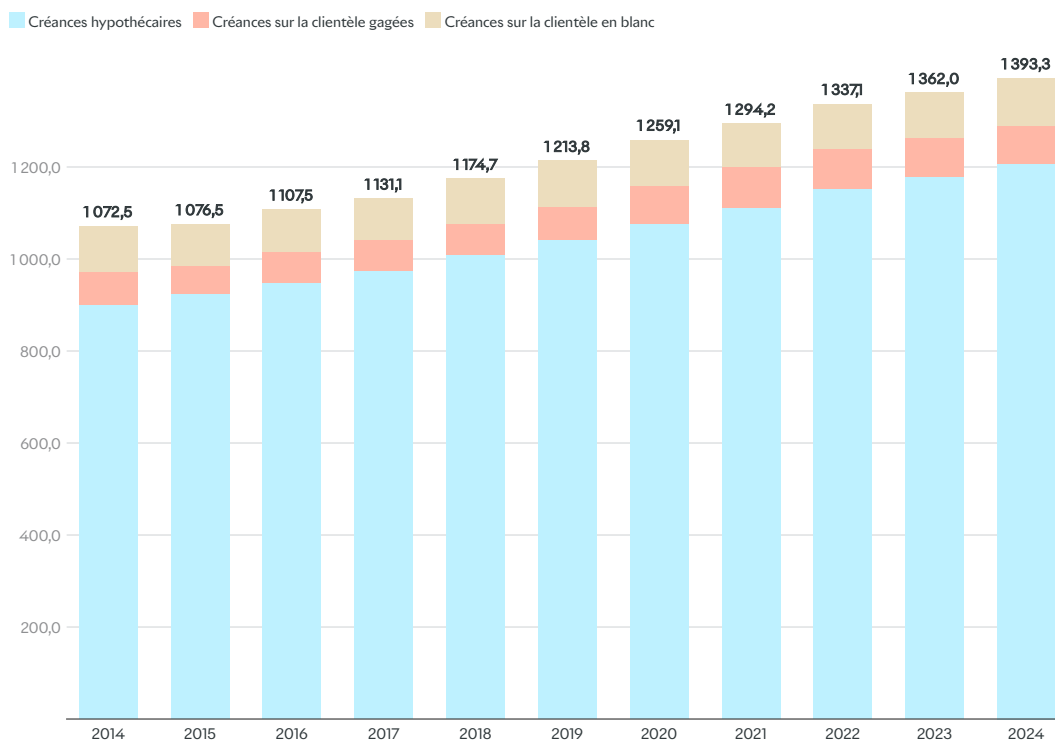
En 2024, l'encours de crédit national a augmenté d'environ 2,3 %. Il était constitué à 86,7 % de créances hypothécaires, dont la majeure partie résultant d'hypothèques consenties aux ménages.

L'encours de crédit national s'élevait en 2024 à CHF 1 393,3 milliards, dont CHF 184,7 milliards provenant de créances gagées et en blanc sur la clientèle (y compris entreprises, corporations de droit public et crédits à la consommation) et CHF 1 208,6 milliards provenant de créances hypothécaires. Par rapport à 2023, il a augmenté de 2,3 %, soit une croissance légèrement inférieure à la moyenne par rapport à l'évolution observée sur les cinq dernières années.

Graphique 14

Evolution de l'encours de crédit national

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

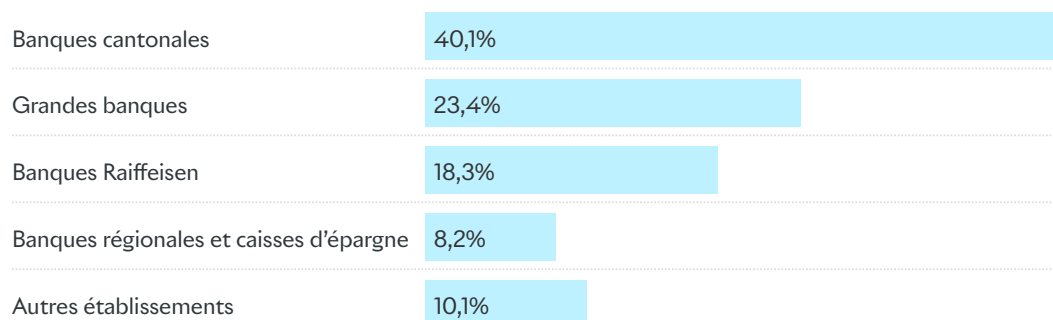
S'agissant des créances hypothécaires, entre 2014 et 2024, elles ont augmenté de CHF 307,8 milliards et leur part dans l'encours de crédit national est passée de 84 % à 86,7 %. En 2024, l'encours de crédit hypothécaire total a augmenté de 2,4 % pour s'établir à CHF 1 229,1 milliards. Plus de 98 % de ce montant concernait des clientes et des clients suisses. La part des crédits hypothécaires à taux fixe s'élevait à 75,1 %, en hausse de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2023. Selon l'[Office fédéral du logement](#), le taux d'intérêt moyen applicable aux créances hypothécaires suisses a baissé en 2024, passant de 1,72 % à 1,53 %.

Ce niveau des taux d'intérêt, relativement élevé en comparaison pluriannuelle, a eu pour effet une croissance des créances hypothécaires inférieure à la moyenne des années précédentes. Entre 2014 et 2022, la part des créances hypothécaires d'une durée de plus de cinq ans dans l'encours de crédit hypothécaire s'était accrue, passant de 23,6 % à 27,1 %. Mais en 2023 et 2024, avec la hausse des taux d'intérêt et l'augmentation des nouvelles hypothèques à taux variable, elle a accusé un net recul pour s'établir à seulement 22,4 % l'année dernière. En termes de volume, fin 2024, 60,7 % des hypothèques nouvellement conclues l'avaient été par des ménages, alors que ce chiffre dépassait le plus souvent 66 % avant 2023. Entre le quatrième trimestre 2023 et 2024, le volume des nouveaux contrats hypothécaires conclus avec des ménages a augmenté de 14,0 % pour ce qui concerne le financement de logements à usage propre et de 16,0 % pour ce qui concerne le financement de logements à usage locatif. De même, le

volume des nouveaux contrats hypothécaires conclus avec des entreprises pour financer des objets résidentiels mis en location a augmenté de 22,4 %.

Graphique 15

Répartition du marché national du crédit hypothécaire, 2024



Nota: le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

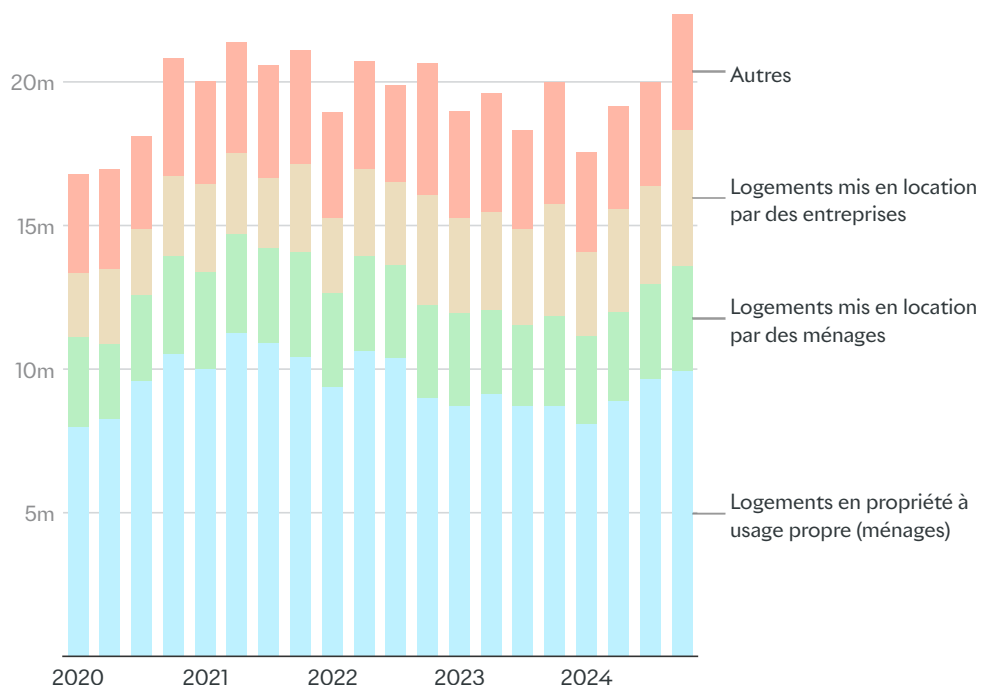
Fin 2024, les banques cantonales drainaient au total 40,1 % de l'encours de crédit hypothécaire national, ce qui représente une légère augmentation de leur part de marché par rapport à 2023. Elles étaient suivies des grandes banques, à 23,4 %. Au cours des dernières années, ce sont surtout les banques cantonales et les banques Raiffeisen qui ont étoffé leurs positions sur le marché suisse du crédit hypothécaire, tandis que les grandes banques ainsi que les banques régionales et caisses d'épargne perdaient des parts de marché. Mais en 2024, si cette tendance baissière s'est confirmée pour les grandes banques, avec une part de marché en recul de 1,5 point de pourcentage, elle s'est inversée pour les banques régionales et caisses d'épargne (+0,2 point de pourcentage). Les banques cantonales et les banques Raiffeisen ont affiché une fois de plus des parts de marché en hausse (respectivement +1,0 % et +0,4 point de pourcentage). Quant aux caisses de pension et entreprises d'assurance, leur part de marché était d'environ 6 % en 2024.

En termes de catégories de nantissement, la part des créances hypothécaires suisses de premier rang, c'est-à-dire jusqu'à deux tiers de la valeur vénale de l'immeuble concerné, s'est établie au total à 94,3 % en 2024, soit exactement au même niveau qu'en 2023. Cette forte proportion laisse à penser que les banques restent prudentes en matière d'octroi de crédits hypothécaires.

Graphique 16

Nouveaux contrats de crédit hypothécaire

En CHF par trimestre, limites



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Passifs

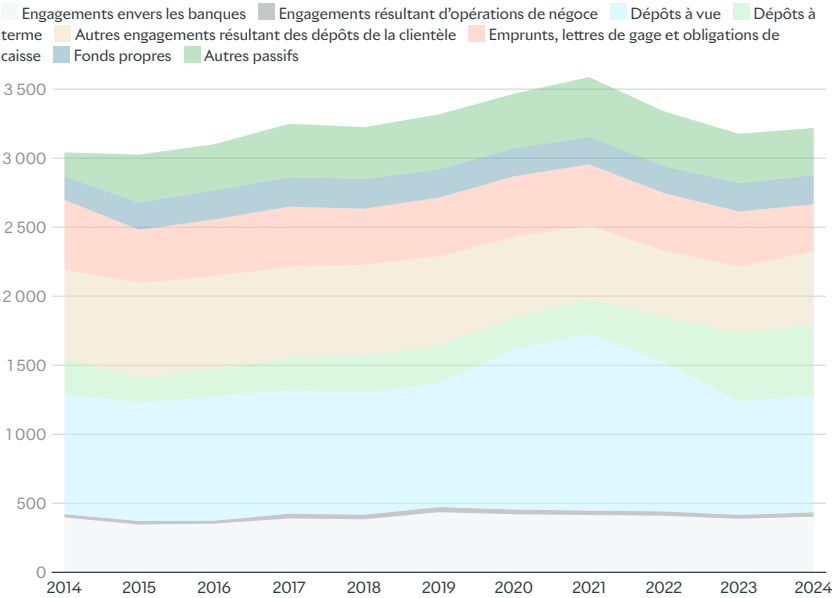
En 2024, les engagements résultant des dépôts de la clientèle constituaient toujours plus de la moitié des passifs. Le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» a enregistré une baisse relativement importante (-15,5 %), tandis que la plupart des autres postes du passif évoluaient en sens inverse. Ce sont les engagements résultant des opérations de négoce qui ont le plus augmenté (+13,8 %).

Le poste «Engagements résultant des dépôts de la clientèle», qui comprend les dépôts à vue, les dépôts à terme et les autres engagements résultant des dépôts de la clientèle, a enregistré une hausse de CHF 91,9 milliards (+5,3 %) en 2024. A la fin de l'année, il représentait 58,8 % du total des bilans. La variation globalement modérée de ce poste concerne toutes ses composantes. Les dépôts à vue ont ainsi légèrement progressé (+2,4 %), de même que les dépôts à terme (+4,8 %). La part des avoirs suisses dans l'ensemble des avoirs à vue a augmenté depuis 2021, passant de 59,8 % cette année-là à 73,9 % en 2024.

Graphique 17

Composition des passifs

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Graphique 18

Evolution des postes du passif

En milliards de CHF

Poste	2023	2024	Variation	Contribution
Engagements envers les banques	388,0	403,2	3,9%	12,5%
Engagements résultant d'opérations de négoce	28,0	31,9	13,8%	1,0%
Dépôts à vue	824,0	843,4	2,4%	26,2%
Dépôts à terme	494,3	518,2	4,8%	16,1%
Autres engagements résultant des dépôts de la clientèle	478,4	530,0	10,8%	16,5%
Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse	401,4	339,1	-15,5%	10,5%
Fonds propres	205,8	211,9	3,0%	6,6%
Autres passifs	357,1	341,4	-4,4%	10,6%
Total du bilan	3 177,0	3 219,1	1,3%	100,0%

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

En 2024, les engagements envers les banques se sont inscrits en hausse de CHF 15,2 milliards, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des engagements envers les banques à l'étranger (+CHF 16,7 milliards). Cette évolution a été impulsée en majeure partie par les banques Raiffeisen (+CHF 8,3 milliards) et par les banques cantonales (+CHF 9,6 milliards).

Les engagements résultant des opérations de négoce ont augmenté de CHF 3,9 milliards pour s'établir à CHF 31,9 milliards. Le poste «Emprunts, lettres de gage et obligations de caisse» a baissé de CHF 62,2 milliards. Cette baisse résulte principalement de la diminution des emprunts et lettres de gage à l'étranger (–CHF 57,9 milliards), que les grandes banques sont les seules à détenir, mais les emprunts et lettres de gage en Suisse ont diminué également (–CHF 19,2 milliards). On peut avancer deux explications à ces reculs marqués: en premier lieu, le remboursement anticipé par UBS, en septembre 2024, de deux emprunts émis par Credit Suisse; et en second lieu, le renchérissement des émissions de nouvelles lettres de gage dû à une nette augmentation des primes de risque en 2024.

Composition des passifs au fil du temps

La part des engagements envers les banques est passée de 13,1 % en 2014 à 12,5 % en 2024. Comme dans le cas des actifs, ce recul montre que les liens d'interdépendance entre les banques, notamment en Suisse, se sont relâchés au fil du temps. Après une forte baisse entre 2020 et 2022, les dépôts à vue se sont établis à CHF 843,4 milliards en 2024, soit à peu près au même niveau qu'en 2014 (CHF 873,8 milliards). Fin 2024, ils étaient le principal poste de l'actif, comme l'année précédente et avec une part comparable (26,2 %).

La part des dépôts à terme s'est établie quant à elle à 16,1 % en 2024 (2023: 15,6 %). Elle a quasiment doublé par rapport à 2014. Jusqu'en 2022, elle se situait le plus souvent nettement en dessous de la barre des 10 %. Le contexte de taux bas avait fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme par rapport aux dépôts à vue, d'où de nombreux arbitrages au détriment des premiers. Mais depuis 2022, avec la hausse des taux d'intérêt, le mouvement s'est inversé: les dépôts à terme ont bénéficié d'un net regain de faveur au détriment des dépôts à vue. Malgré la baisse récente des taux d'intérêt, leur part dans les passifs a continué de s'accroître légèrement (+0,5 point de pourcentage).

3.2 Stabilité du total des bilans au premier semestre 2025

Le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse est resté stable au premier semestre 2025. Du côté des actifs, les placements financiers, les créances hypothécaires et les liquidités ont modérément augmenté, tandis que les créances sur les banques et sur la clientèle ainsi que les portefeuilles de titres ont enregistré des baisses plus ou moins marquées. Du côté des passifs, on observe une forte augmentation des engagements résultant des opérations de négoce ainsi qu'une légère hausse des emprunts, lettres de gage et obligations de caisse. En revanche, les dépôts de la clientèle, les engagements envers les banques et les fonds propres ont diminué.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2025, le total consolidé des bilans de toutes les banques en Suisse s'est affiché à niveau constant, en baisse de 0,2 % seulement à CHF 3 323,3 milliards. Cette baisse s'explique principalement par le recul de 7,0 % des portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux. Les annonces douanières américaines ont en effet entraîné une chute brutale des marchés, dont les

portefeuilles de titres et stocks de métaux précieux ne s'étaient que partiellement remis en mai 2025. Ils s'établissaient alors à CHF 173,0 milliards, soit quand même nettement au-dessus de leur niveau de 2023. Inversement, les créances hypothécaires ont augmenté de CHF 17 milliards (+1,4 %), ce qui a contribué à éviter un recul marqué du total consolidé des bilans. Sans doute cette évolution a-t-elle été favorisée par le bas niveau des taux d'intérêt. Les placements financiers ont enregistré la plus forte hausse relative au premier semestre 2025 (+2,5 %) et atteint CHF 290,6 milliards. Les liquidités ont augmenté quant à elles de 1,7 %. Pour ces deux postes, la tendance négative observée en 2024 s'est donc inversée.

Les autres postes de l'actif ont suivi une trajectoire baissière au premier semestre 2025, avec des reculs compris entre 0,3 % pour les créances sur les banques et 4,8 % pour les autres actifs. Les créances résultant d'opérations de financement de titres ont diminué de 2,3 %. Comme les créances sur les banques, elles ne sont donc pas restées sur leur lancée de 2024.

Du côté des passifs, on observe des évolutions en sens contraire. Alors que plusieurs postes ont enregistré des baisses modérées, dont la plus marquée concerne les fonds propres (-2,6 %), deux postes ont augmenté. En premier lieu, les engagements résultant des opérations de négoce ont affiché une hausse notable de 29,3 %, qui s'explique sans doute par la forte volatilité des marchés et s'inscrit dans la continuité de la tendance observée en 2024: fin mai 2025, ils s'établissaient à CHF 41,2 milliards, soit à un niveau nettement supérieur à celui de la décennie écoulée.

En second lieu, les dépôts à vue, qui baissaient fortement depuis 2021 et avaient renoué avec la croissance en 2024, sont restés sur cette trajectoire haussière: au premier semestre 2025, ils ont augmenté de 5,3 % pour s'établir à CHF 901,0 milliards. Quant aux dépôts à terme, après plusieurs années de croissance ininterrompue, ils ont nettement diminué au premier semestre 2025 (-13,5 %) et s'établissaient en mai à CHF 455,8 milliards. Le recul le plus marqué est intervenu en mars, où le taux directeur de la BNS est passé de 0,50 % à 0,25 % et a ainsi fait perdre de leur attrait aux dépôts à terme.

4. Gestion de fortune

En 2024, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse se sont établis à CHF 9 284,0 milliards, en hausse de 10,6 % par rapport à 2023. Cette progression reflète l'intérêt accru pour les obligations ainsi que le redressement des marchés d'actions. Le niveau record de 2021 a été dépassé.

Les actifs sous gestion de la clientèle suisse et de la clientèle domiciliée à l'étranger ont augmenté de respectivement CHF 461,6 milliards et CHF 430,7 milliards en 2024. Il en est résulté une solide progression des actifs sous gestion dans les banques en Suisse, à +10,6 %. Comme en 2023, cette évolution a été impulsée principalement par les portefeuilles de titres, qui ont augmenté de 11,2 % – sans doute pour l'essentiel en raison de l'évolution du marché. Leur total a ainsi dépassé le niveau de l'année 2021, qui avait été suivie d'une période de fort recul. Les portefeuilles de titres constituaient de loin la majeure partie des actifs sous gestion en 2024, à environ 86 %. Les postes moins volumineux, comme les dépôts fiduciaires et les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue, ont suivi la même trajectoire haussière (respectivement +5,4 % et +7,8 %). La structure des portefeuilles en dépôt par monnaies n'a que peu évolué en 2024 par rapport à 2023. Le franc suisse est resté la principale monnaie de placement, avec une part de plus de 50 %. Depuis 2014, les actifs sous gestion avaient globalement progressé, avant que cette

évolution ne s'inverse en 2022. Mais un rebond a permis de compenser la moitié du recul dès 2023, puis plus de la moitié restante en 2024. Les actifs sous gestion ont ainsi battu leur record précédent.

4.1 Evolutions en 2024

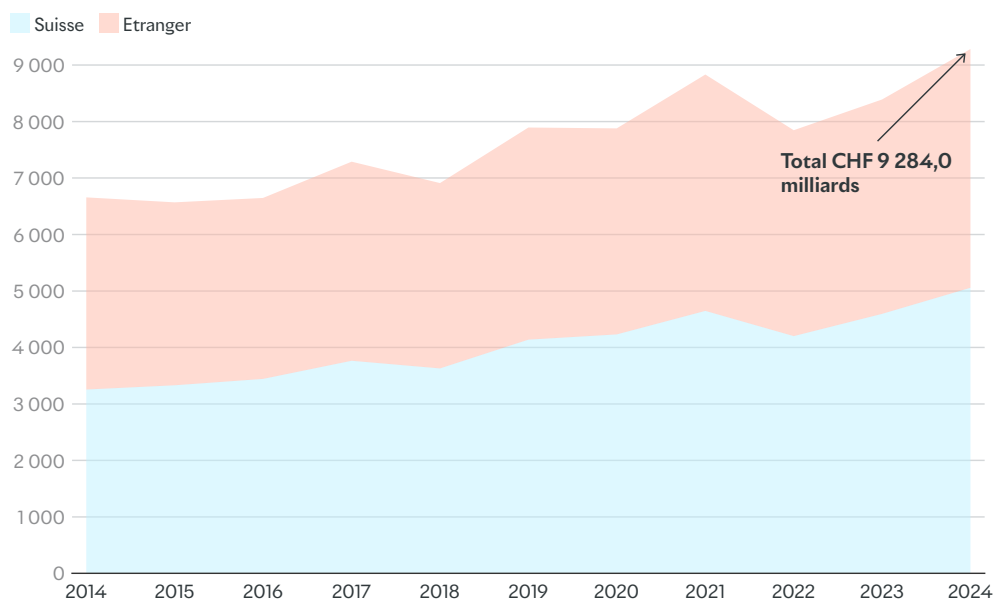
Actifs sous gestion en Suisse et à l'étranger

En 2024, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont atteint un pic historique, à CHF 9 284,0 milliards (+10,6 %). Cette hausse concerne tant les actifs de la clientèle suisse que ceux de la clientèle étrangère. Elle provient pour plus de 90 % de l'augmentation des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s.

Graphique 19

Actifs sous gestion en Suisse selon la provenance des client·e·s

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

Les actifs sous gestion se composent des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s (CHF 8 000,2 milliards), des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue (CHF 1 048,2 milliards) ainsi que des engagements fiduciaires (CHF 235,7 milliards). En 2024, les portefeuilles de titres ont augmenté de quelque CHF 804,8 milliards par rapport à 2023, en raison principalement du regain d'intérêt pour les obligations et du redressement des marchés boursiers. Comme l'année précédente, le SMI a gagné environ 4 %, alors qu'il avait chuté de 17 % en 2022. Les engagements envers la clientèle hors dépôts à vue et les engagements fiduciaires se sont également

inscrits en hausse (respectivement +7,8 % et +5,4%), mais dans une mesure nettement moindre qu'en 2023.

Les portefeuilles de titres constituaient de loin la majeure partie des actifs sous gestion en 2024, à environ 86 %, et ils ont été aussi le principal moteur de leur croissance.

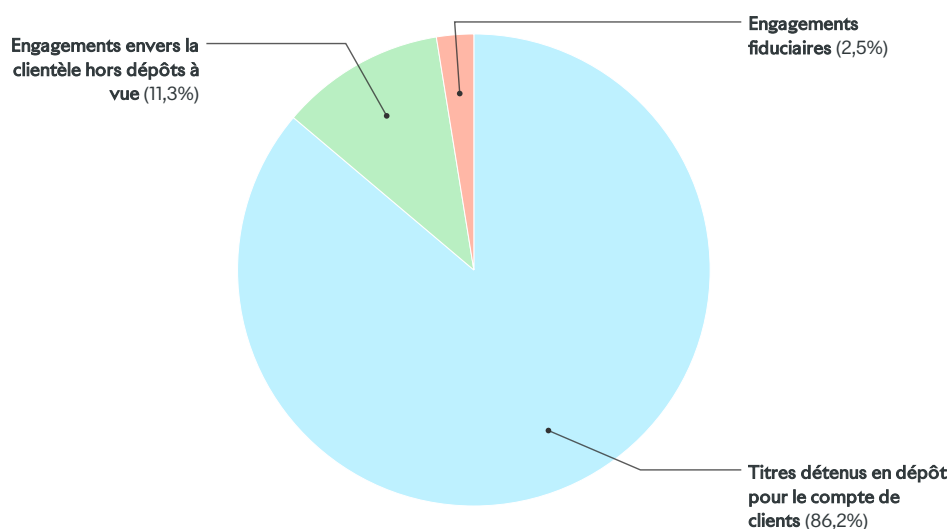
Evolution des actifs sous gestion au fil du temps

Considérés sur une longue période, les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont enregistré une solide progression. Certes, après la crise financière et économique de 2008, ils se sont fortement contractés et les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s, en particulier, ont subi de lourdes pertes en raison de la chute des cours de Bourse. Mais à partir de 2014, où ils s'établissaient à CHF 6 655,7 milliards, les actifs sous gestion ont progressivement repris des couleurs pour atteindre CHF 8 833,2 milliards en 2021, avant d'être ramenés brutalement à CHF 7 846,8 milliards en 2022 sous l'effet d'une évolution boursière défavorable. L'intérêt accru pour les obligations dû à la hausse des taux d'intérêt, conjugué à la reprise boursière, leur a permis de regagner la moitié du terrain perdu dès 2023. Cette tendance s'est poursuivie en 2024, de sorte que les actifs sous gestion ont atteint un pic historique, à CHF 9 284,0 milliards.

Par ailleurs, sur les dix dernières années, on observe un déclin de la part de la clientèle étrangère dans les actifs sous gestion. Entre 2014 et 2024, celle-ci est passée de 51,1 % à 45,5 %. Il y a à cela plusieurs facteurs explicatifs, dont en particulier l'effet monétaire. La clientèle étrangère détient une part d'actifs libellés en euros et en dollars américains nettement plus importante que celle de la clientèle suisse. Or les parts dans les actifs sous gestion sont calculées en francs suisses, de sorte que si le franc suisse s'apprécie, la part de la clientèle étrangère baisse par rapport à celle de la clientèle suisse. Malgré ce déclin relatif, en chiffres absolus, les actifs sous gestion de la clientèle étrangère ont augmenté de CHF 824,4 milliards (+24,2 %) entre 2014 et 2024.

Graphique 20

Composition des actifs sous gestion, fin 2024



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

En 2024, la Suisse a conservé sa place de numéro un mondial en matière de gestion de fortune transfrontalière pour le compte de la clientèle privée. Les portefeuilles se sont inscrits en hausse de 10,0 % par rapport à l'année précédente, à CHF 2 427,0 milliards (hors effets de change).

Portefeuilles de titres

Les portefeuilles de titres constituent la majeure partie des actifs sous gestion. Malgré la politique monétaire toujours restrictive de la banque centrale américaine et en dépit des incertitudes géopolitiques, on a assisté en 2024 à une forte hausse des cours de Bourse. Les investisseuses et les investisseurs en ont profité pour étoffer leurs portefeuilles d'obligations comme leurs portefeuilles d'actions, d'où une augmentation de 11,2 % des portefeuilles de titres.

Les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s se subdivisent en quatre catégories: «Actions», «Parts de placements collectifs», «Obligations» et «Autres». S'ils ont augmenté en 2024, c'est avant tout grâce à l'évolution favorable des marchés de valeurs mobilières. Le SMI a gagné 431 points (+4,0 %) – et ce n'est rien par rapport aux indices technologiques: le NASDAQ 100, par exemple, a affiché une hausse remarquable de 28,1 %. Cette évolution favorable s'est inscrite dans un contexte mondial de taux d'intérêt nettement orientés à la baisse et d'accélération rapide du recours aux innovations technologiques, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle. Les incertitudes géopolitiques, quoique toujours prégnantes en 2024, ne se sont pas accentuées au point de peser fortement sur les perspectives de rendement des entreprises.

Logiquement, la hausse des cours de Bourse a eu des effets sensibles sur les portefeuilles de type «Actions», qui ont augmenté de 9 % en 2024 pour s'établir à CHF 3 026,9 milliards. Ils sont toutefois restés loin de leur niveau record de 2021 (CHF 3 375,7 milliards). Les portefeuilles de type «Obligations» ont été légèrement plus dynamiques et ont atteint CHF 1 464,9 milliards, soit une augmentation de CHF 133,6 milliards (+10,0 %) par rapport à 2023. Quant aux portefeuilles de type «Parts de placements collectifs», ils ont enregistré la plus forte hausse (+14,5 %, soit +CHF 386,3 milliards) et se sont établis à CHF 3 058,7 milliards. Ils sont à l'origine de quasiment la moitié (48,0 %) de l'augmentation totale des portefeuilles de titres en 2024 et ont atteint un niveau inégalé depuis au moins dix ans. Face aux incertitudes croissantes, les formes de placement comme les fonds d'investissement ont connu un regain de popularité. Elles sont en effet plus attrayantes que les actions en raison de la faiblesse des taux d'intérêt, tout en permettant une diversification des portefeuilles.

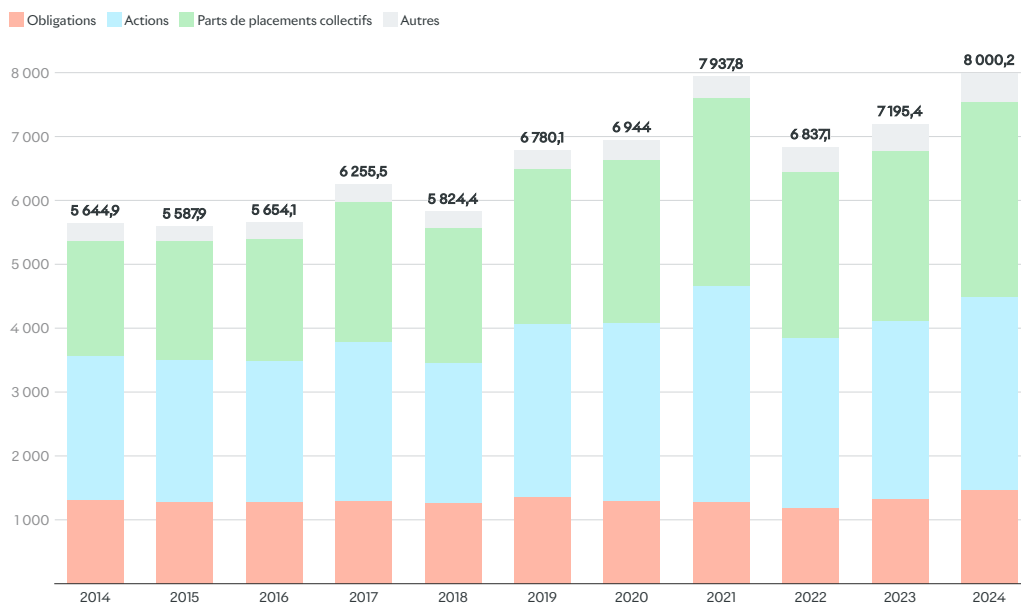
Si l'on considère la dernière décennie, il apparaît que les portefeuilles de type «Actions» ont joué un rôle moteur dans l'évolution des portefeuilles de titres. Entre 2014 et 2024, ils ont augmenté de 34,1 %, contre seulement 11,5 % pour les portefeuilles de type «Obligations». Mais en 2024, les parts de placements collectifs ont enregistré une année record et supplanté les actions pour devenir la composante majeure des portefeuilles de titres, à 38,2 %.

Dans le courant de l'année 2024, le franc suisse a baissé tant par rapport à l'euro (–1,2 %) que par rapport au dollar américain (–7,2 %). Sans doute cette évolution est-elle due au fait que la BNS a précédé d'autres banques centrales dans l'assouplissement de sa politique monétaire.

Graphique 21

Portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s par types

En milliards de CHF



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

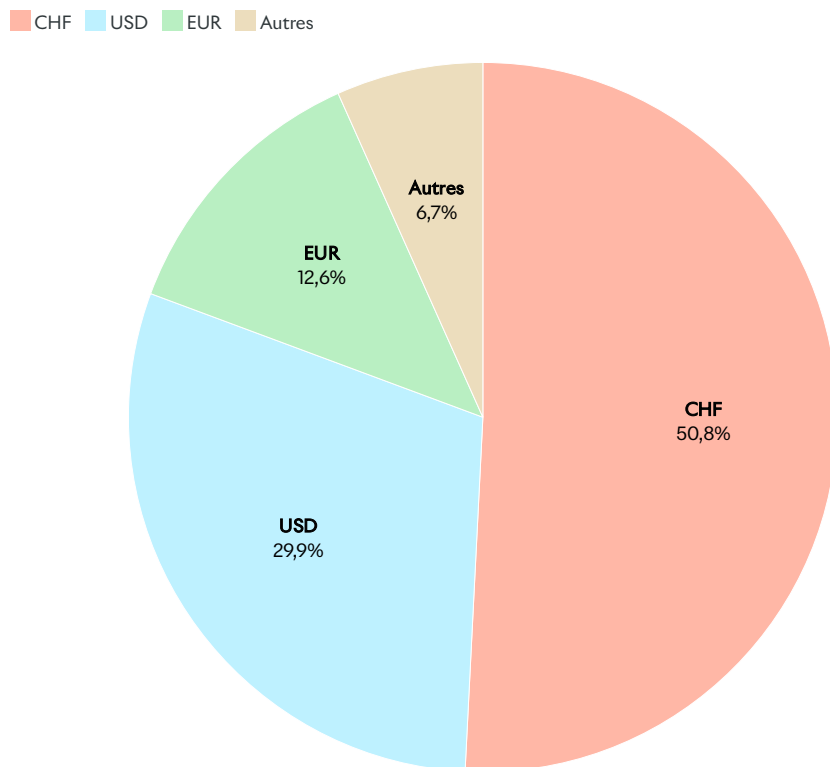
Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies

La part du franc suisse dans les portefeuilles en dépôt a décliné au profit du dollar américain, tandis que les parts de l'euro et des autres monnaies sont restées stables en 2024. A la fin de l'année, un peu plus de la moitié des portefeuilles en dépôt étaient libellés en francs suisses. Un petit tiers d'entre eux étaient libellés en dollars américains, tandis que l'euro et les autres monnaies se partageaient la part restante, soit un peu moins de 20 %.

En 2024, la part du franc suisse dans les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s a baissé d'environ 2,6 points de pourcentage pour s'établir à 50,8 %. Le franc suisse est donc resté la principale monnaie de placement. La part du dollar américain a augmenté pour atteindre 29,9 %. Quant aux autres monnaies, leurs parts respectives n'ont que faiblement varié: par rapport à 2023, celle de l'euro s'est réduite de 0,5 point de pourcentage, celle des autres monnaies de 0,1 point de pourcentage seulement. Si environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés en francs suisses étaient suisses en 2024, la situation était inversée pour le dollar américain et l'euro: environ deux tiers des titulaires de dépôts libellés dans ces monnaies étaient étrangers.

Graphique 22

Structure des portefeuilles en dépôt par monnaies, fin 2024



Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

4.2 Niveau toujours élevé des actifs sous gestion au premier semestre 2025

Si les actifs sous gestion dans les banques en Suisse ont baissé de 0,6 % sur les premiers mois de l'année 2025, ils n'en sont pas moins restés proches du niveau record de 2024. Leur léger recul s'explique principalement par la baisse des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue ainsi que des engagements fiduciaires.

Les actifs sous gestion sont restés à un niveau record (CHF 9 240 milliards) sur les premiers mois de l'année 2025, malgré un léger recul (-0,6 %). Celui-ci résulte principalement du fait que les avoirs de la clientèle suisse n'ont que très faiblement évolué (+0,1 %), alors que ceux de la clientèle domiciliée à l'étranger ont baissé (-1,5 %).

La tendance légèrement négative concernant les actifs sous gestion s'explique par l'évolution baissière des engagements envers la clientèle hors dépôts à vue d'une part et des engagements fiduciaires d'autre part – qu'ils s'agisse de clientes et de clients suisses ou domiciliés à l'étranger. Sur les premiers mois de l'année, ces deux postes ont reculé de respectivement 4,9 % (-CHF 52 milliards) et 7,7 % (-CHF 18 milliards).

En parallèle, les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de client·e·s ont augmenté de 0,2 % à CHF 8 000 milliards, d'où la variation globalement faible des actifs sous gestion. On note toutefois des trajectoires inverses selon la provenance des clientes et des clients: les portefeuilles de la clientèle suisse ont augmenté de 1,0 % pour s'établir à CHF 4 312 milliards, tandis que ceux de la clientèle domiciliée à l'étranger ont baissé de 0,8 % pour s'établir à CHF 3 688 milliards. Une des raisons principales de cette baisse est que les titres détenus par la clientèle domiciliée à l'étranger sont libellés le plus souvent en monnaies étrangères, notamment en dollars américains – or le billet vert s'est fortement déprécié par rapport au franc suisse au premier semestre 2025. Le niveau toujours très élevé des actifs sous gestion dans les banques en Suisse témoigne de la robustesse de la place bancaire, de son rôle de refuge en période d'instabilité politique, ainsi que de la confiance intacte dont elle bénéficie de la part de sa clientèle nationale et étrangère.

5. Emploi dans les banques en Suisse

Fin 2024, les banques employaient en Suisse 94 347 personnes (en équivalents plein temps), soit 1 048 de plus qu'une année auparavant. Le taux de chômage dans le secteur financier s'établissait à 3,0 %, un peu au-dessus de la moyenne suisse et en légère hausse par rapport à 2023.

5.1 Evolutions en 2024

Les effectifs ont continué d'augmenter dans le secteur bancaire. Fin 2024, ils s'établissaient à 94 347 personnes, en hausse de 1,1 % sur une année. Le taux de chômage dans le secteur financier se situait très légèrement au-dessus de la moyenne suisse, à 3,0 %.

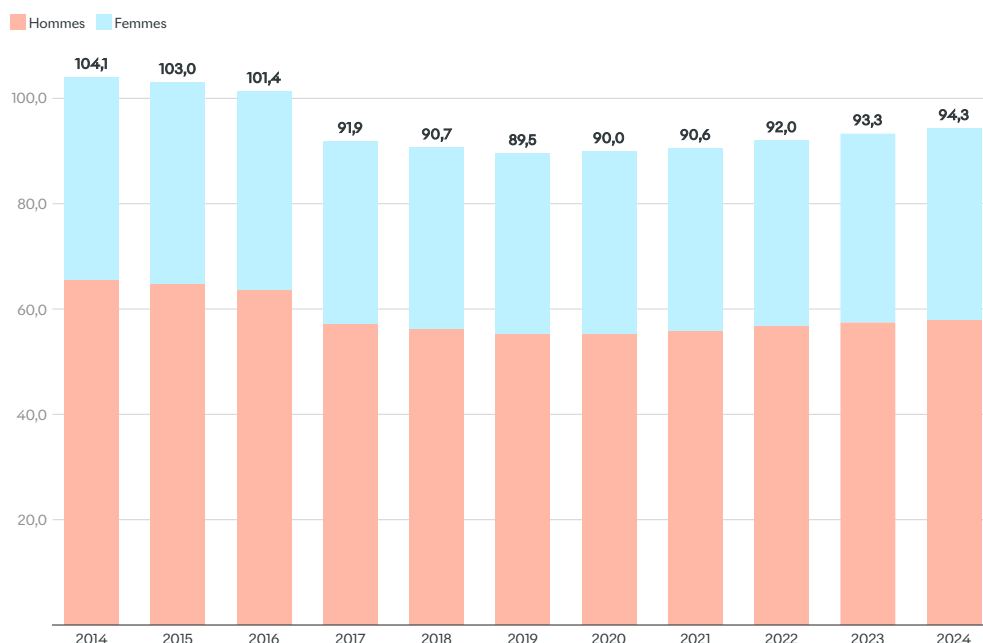
Fin 2024, les banques employaient en Suisse 94 347 personnes (en équivalents plein temps), ce qui représente 1 048 postes de plus (+1,1 %) sur une année. Après une période d'érosion continue, les effectifs dans le secteur bancaire se sont ainsi accrus pour la cinquième année consécutive et ont dépassé leur niveau de 2017. En décembre 2024, selon le [Secrétariat d'Etat à l'économie \(SECO\)](#), le taux de chômage dans le secteur financier était en moyenne de 3,0 % et se situait ainsi légèrement au-dessus du niveau observé dans l'économie globale. Fin 2024, on comptait 3 500 chômeuses et chômeurs inscrits relevant du secteur bancaire, soit 748 de plus qu'une année auparavant.

La création de 1 048 postes a confirmé les prévisions prudemment optimistes qui ressortaient de l'enquête de l'ASB sur l'emploi dans les banques en Suisse réalisée en 2023. Un peu plus de la moitié des banques interrogées tablaient en effet sur des effectifs stables et environ un tiers sur des effectifs en hausse. Malgré l'augmentation des effectifs, les charges de personnel ont baissé légèrement (–CHF 37,3 millions), mais nettement moins que les années précédentes. En ce qui concerne la répartition selon le genre au sein du personnel bancaire, la part des femmes est restée stable par rapport à 2023 et s'établissait en 2024 à 38,6 % (36 408 équivalents plein temps). En cours d'année, 581 femmes et 467 hommes sont venus compléter les effectifs. Sur la dernière décennie, la part des femmes s'est légèrement accrue, mais elle est restée globalement stable.

Graphique 23

Effectifs des banques en Suisse

En milliers d'équivalents plein temps



Nota concernant l'année 2017: effet exceptionnel résultant d'un transfert de personnel effectué par une grande banque vers une société de services intragroupe.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: Banque nationale suisse

5.2 Stabilité de l'emploi bancaire en Suisse

La situation de l'emploi bancaire en Suisse est stable: les effectifs sont restés quasiment inchangés au premier semestre 2025 (–0,1 %). Si le total des effectifs a reculé de 1,7 %, c'est dû presque exclusivement à la persistance des réductions de personnel à l'étranger. Les perspectives d'ici la fin de l'année sont modérément optimistes.

Selon l'enquête annuelle réalisée par l'ASB sur l'emploi bancaire, les effectifs en Suisse sont restés quasiment inchangés (–0,1 %, soit –93 postes) entre fin 2024 et juin 2025. En revanche, les effectifs à l'étranger se sont sensiblement réduits sur la même période. On a compté 2 860 entrées pour 5 519 sorties (en équivalents plein temps), ce qui représente une baisse de 3,3 %. La réduction du personnel des banques suisses à l'étranger, déjà observée en 2023 et 2024, se confirme donc. L'explication réside pour l'essentiel dans la reprise de Credit Suisse par UBS, qui a donné lieu à la suppression de nombreux doublons structurels ainsi qu'au regroupement d'entités internationales.

Graphique 24

Total des effectifs en Suisse et à l'étranger

En équivalents plein temps	Evolution au premier semestre 2025			
	Variation nette	Variation en %	Entrées	Sorties
Suisse	-93	-0.1%	3 592	-3 685
Etranger	-2 658	-3.3%	2 860	-5 519

Nota: nombre de réponses: 93; nombre de banques interrogées: 220. Les effectifs selon l'enquête de l'ASB ne correspondent pas à ceux résultant des statistiques de la BNS. Cet écart s'explique notamment par le taux de retour à l'enquête de l'ASB. Avec 93 réponses, l'enquête de l'ASB représente des établissements qui totalisent 88 % du total des bilans de toutes les banques en Suisse.

Tableau: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2025)

Prévisions optimistes pour la fin de l'année

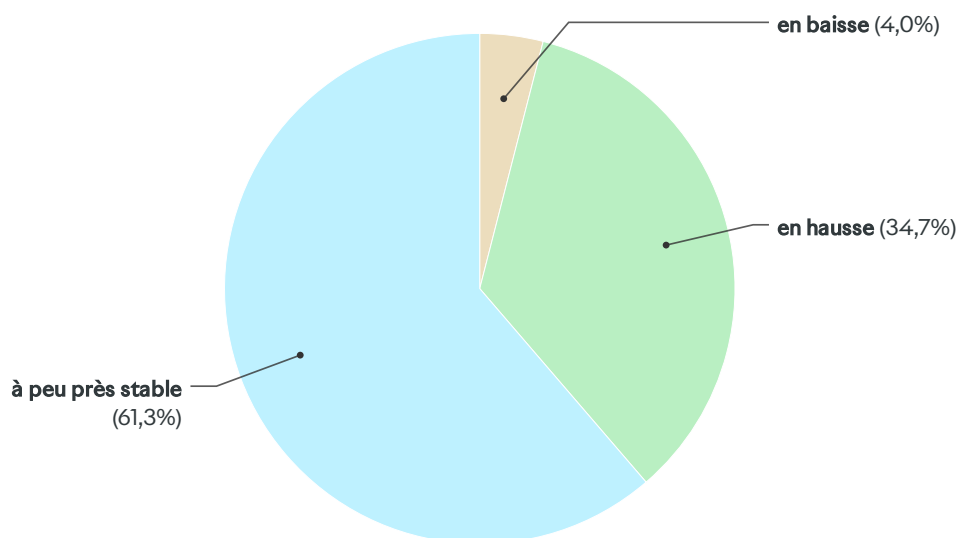
Parmi les établissements ayant répondu à l'enquête de l'ASB, 96 % se montrent optimistes et pensent que l'emploi bancaire sera stable, voire en hausse. Concrètement, plus de 60 % d'entre eux prévoient des effectifs inchangés et environ un tiers des effectifs accrus. Au cours de la dernière décennie, la part des banques anticipant une augmentation des effectifs n'a été comparable qu'en 2024 et elle n'a été supérieure que sur deux années. Seuls 4 % environ des établissements ayant répondu prévoient une diminution des effectifs. Ce chiffre est le plus bas jamais enregistré entre 2014 et 2024, de sorte que l'on peut parler d'optimisme quant à la situation de l'emploi bancaire.

L'[indice du marché de l'emploi dans le secteur bancaire](#) ne confirme que partiellement les résultats de l'enquête de l'ASB. Tant le nombre des postes vacants que celui des personnes inscrites au chômage ont légèrement baissé entre le premier et le deuxième trimestre 2025. Toutefois, si l'indicateur des prévisions d'emploi considéré dans l'indice était positif au premier trimestre, il est légèrement négatif au deuxième trimestre, ce qui n'était plus arrivé depuis le début de l'année 2021. Quant aux banques prévoyant de créer des postes au trimestre prochain, elles sont légèrement minoritaires pour la première fois depuis quatre ans. En parallèle, la part des banques disant avoir du mal à recruter en raison de la pénurie de main d'œuvre avait baissé à 33 % au premier trimestre, mais elle a augmenté au deuxième trimestre pour atteindre 40 %, ce qui laisse à penser que les difficultés de recrutement sont bien réelles.

Graphique 25

Evolution de l'emploi attendue au second semestre 2025

Parts en % de toutes les réponses



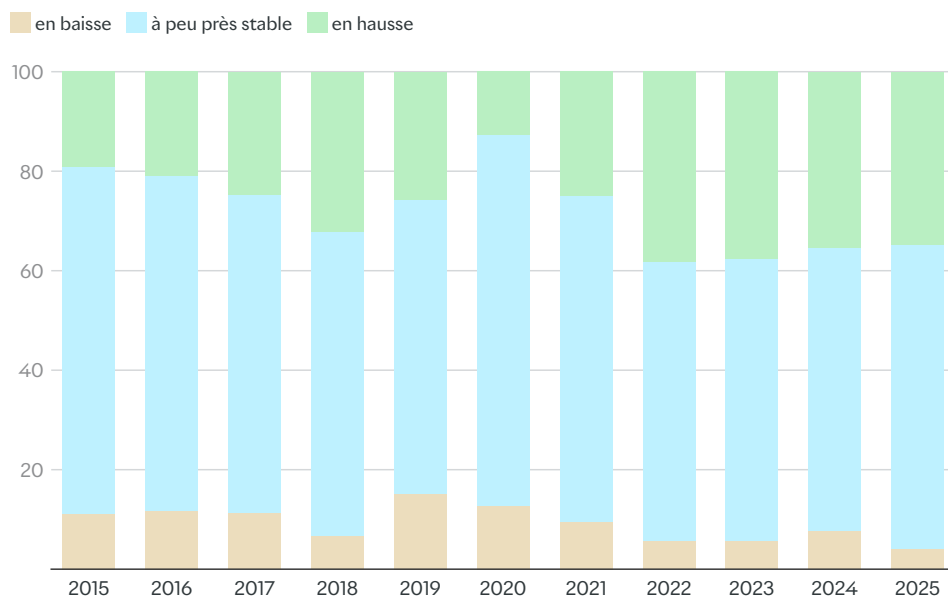
Nota: nombre de réponses: 75; nombre de banques interrogées: 220.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2025)

Graphique 26

Résultats de l'enquête sur les prévisions d'emploi pour le second semestre 2025

En % de toutes les réponses



Nota: nombre de réponses: 75; nombre de banques interrogées: 220. Le total peut n'être pas égal à 100 % en raison des effets d'arrondi.

Graphique: Association suisse des banquiers · Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2025)

Pas d'évolutions significatives de l'emploi en vue dans les différents domaines d'activité

Au-delà de la tendance générale, les banques ont été interrogées aussi sur leurs prévisions quant à l'évolution de l'emploi dans les différents domaines d'activité. Il résulte de leurs réponses que dans tous les domaines (Retail Banking, Wealth Management, Asset Management institutionnel, Opérations de négoce et Logistique), elles prévoient majoritairement une évolution stable de l'emploi et des effectifs inchangés. L'enquête ne fait ressortir aucun domaine où l'optimisme général se manifesterait davantage que dans d'autres. Elle montre que les banques, tous domaines d'activité confondus, tablent globalement sur une évolution stable ou positive de l'emploi.

Graphique 27

Tendances de l'emploi au second semestre 2025

Tendances de l'emploi au second semestre 2025



Nota: nombre de réponses: 75; nombre de banques interrogées: 220
Tableau: Association suisse des banquiers • Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2025)

Nota: nombre de réponses: 75; nombre de banques interrogées: 220
Tableau: Association suisse des banquiers • Source: enquête de l'Association suisse des banquiers (2025)

Légère baisse du taux de chômage dans le secteur financier au premier semestre 2025

Fin 2024, selon le [SECO](#), le taux de chômage dans le secteur financier (3,0 %) était légèrement supérieur à celui observé dans l'économie globale (2,8 %). Sur les premiers mois de l'année 2025, il a très légèrement baissé ([juin 2025](#): 2,9 %), comme l'a fait le taux de chômage dans l'économie globale (juin 2025: 2,7 %). L'indice du marché de l'emploi dans le secteur bancaire confirme cet écart entre le secteur bancaire et l'économie globale. La pénurie de main d'œuvre reste un peu plus sensible dans le secteur bancaire que dans l'économie globale. Selon la [statistique de l'emploi \(STATEM\) de l'Office fédéral de la statistique \(OFS\)](#), au premier trimestre 2025, on comptait dans le secteur financier 5 500 postes vacants pour un peu moins de 7 000 personnes à la recherche d'un emploi.

Bibliographie

Association suisse des banquiers (ASB)

«Rapport de la CEP sur la crise de Credit Suisse: tirer maintenant les bons enseignements», décembre 2024, consulté le 9 juillet 2025 sur <https://www.swissbanking.ch/fr/medias-politique/actualites/stellungnahme-zur-veroeffentlichung-des-puk-berichts>.

Banque centrale européenne (BCE)

«Décisions de politique monétaire», janvier 2024

«Décisions de politique monétaire», décembre 2024

«Décisions de politique monétaire», avril 2025

Banque nationale suisse (BNS)

«Portail de données de la Banque nationale suisse», juillet 2025

«Examen du 14 décembre 2023 de la situation économique et monétaire», décembre 2023

«Examen du 12 décembre 2024 de la situation économique et monétaire», décembre 2024

«Examen du 20 mars 2025 de la situation économique et monétaire», mars 2025

«Rapport sur la stabilité financière 2025», juin 2025 (en anglais uniquement, avec un résumé en français)

BSS Volkswirtschaftliche Beratung

«Arbeitsmarkindex für die Bankbranche, Quartalsbericht Q2-2025», juillet 2025 (en allemand uniquement)

Commission européenne

[«Banking package – Questions & Answers»](#), juillet 2024 (disponible en français par eTranslation)

Conseil fédéral

«Rapport du Conseil fédéral sur la stabilité des banques comprenant l'examen prévu par l'art. 52 de la loi sur les banques», avril 2024

«Procédure de consultation 2025/45: modification de l'ordonnance sur les fonds propres (exécution des mesures du rapport du Conseil fédéral sur la stabilité des banques et du rapport de la commission d'enquête parlementaire)», liste [Procédures de consultation en cours](#), sans date

Federal Reserve (Fed)

«Federal Reserve issues FOMC statement», mai 2025

FINMA

«Monitoring des risques 2024», novembre 2024

[«Risques sur les marchés immobilier et hypothécaire: la FINMA publie une communication sur la surveillance»](#), 22 mai 2025

• Swiss Banking

Fonds monétaire international (FMI)

«Perspectives de l'économie mondiale», avril 2025

«Rapport sur la stabilité financière dans le monde», avril 2025

Office fédéral du logement (OFL)

«Evolution du taux de référence et du taux d'intérêt moyen», juin 2025

Office fédéral de la statistique (OFS)

«Indice suisse des prix à la consommation», juillet 2025

«Statistique de l'emploi (STATEM)», juillet 2025

Parlement suisse

«Enseignements de la crise de Credit Suisse: la CEP constate qu'il est nécessaire d'agir», décembre 2024, communiqué de presse consulté le 9 juillet 2025 sur <https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/mm-puk-2024-20-12.aspx>

Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

«Tendances conjoncturelles. Printemps 2025», mars 2025

«[La situation sur le marché du travail](#)», publication mensuelle, 2025

Swiss Finance Institute (SFI)

«Global Financial Regulation, Transparency, and Compliance Index (GFRTCI)», mai 2025